



Un Guide Pour Les Maires

Guide

Prévenir et Répondre à la Haine,
à l'Extrémisme et à la Polarisation

Septembre 2023

Strong Cities
Network



Remerciements

L'unité de gestion de Strong Cities aimerait remercier les nombreux maires et responsables municipaux qui ont contribué à ce guide par le biais d'entretiens, de discussions et d'enquêtes, ou dans le cadre d'activités de Strong Cities. Nous remercions tout particulièrement l'honorable Allison Silberberg, ancienne maire d'Alexandria, Virginie, États-Unis (2016-2019), qui a prodigué des conseils et un soutien essentiels tout au long de la rédaction de ce guide.

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien généreux du ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, de l'Union européenne et du département d'État américain. Les opinions exprimées ne reflètent pas forcément celles de l'ensemble des membres du Strong Cities Network, ses donateurs, ses partenaires et ses soutiens.

Institute for Strategic Dialogue (ISD)

L'institute for Strategic Dialogue (ISD) a collaboré avec des maires et des partenaires au niveau des gouvernements pour lancer Strong Cities lors d'une réunion pendant l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU en 2015. Depuis lors, l'ISD a accompagné et soutenu les membres de Strong Cities et mis en oeuvre ses programmes. L'ISD continue

d'héberger l'Unité de management et met à disposition sa recherche et son expertise pour répondre aux besoins stratégiques et opérationnelles des villes et autorités locales autour du monde.



Australian Government



**Co-funded by
the European Union**



Acronymes

CAP

County Action Plan
(Plan d'action du comté)

CSO

Civil Society Organisation
(Organisation de la société civile)

IDP

Internally Displaced People
(Personnes déplacées à l'intérieur du pays)

LAP

Local Action Plan
(Plan d'action local)

LGBTQ+

Lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels,
queer et autres

LPN

Local Prevention Network
(Réseau local de prévention)

MEL

Monitoring, Evaluation & Learning
(Suivi, évaluation et apprentissage)

MOPAC

Mayor's Office for Policing and Crime (London)
(Bureau du maire chargé de la police et de la criminalité (Londres))

NAP

National Action Plan
(Plan d'action national)

NLC

National-Local Cooperation
(Coopération nationale et locale)

OPHC

Office for the Prevention of Hate Crimes
(New York City)
(Bureau pour la prévention des crimes de haine (ville de New York))

P/CVE

Preventing and Countering Violent Extremism
(Prévention et lutte contre l'extrémisme violent)

Glossaire

Communauté : Les personnes, les groupes sociaux et les institutions qui sont basés dans la même zone géographique et/ou qui ont des intérêts communs.

Société civile : L'espace, en dehors de la famille, de l'État et du marché, qui est créé par des actions individuelles et collectives, des organisations et des institutions pour promouvoir des intérêts communs.

Ne pas nuire : Par le biais d'une compréhension du contexte local, des relations et des dynamiques plus générales, le principe « Ne pas nuire » implique d'atténuer ou d'éviter les conséquences négatives et involontaires pour les bénéficiaires potentiels et les responsables de la mise en œuvre de la prévention et de la réponse qui peuvent résulter de ces interventions et de chercher à influencer ces dynamiques d'une manière positive.

Mandat : Le pouvoir d'un représentant élu d'adopter et de mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des programmes, de créer et de pourvoir des postes, et de coordonner horizontalement et verticalement entre différents bureaux et secteurs.

Maire : Le chef d'une ville ou d'une municipalité, élu ou nommé, qui a le pouvoir de diriger la gouvernance locale. Comme mentionné dans l'avant-propos, bien qu'il existe de nombreuses formes de leadership local, le terme maire est utilisé dans ce guide comme un terme général faisant référence au plus haut responsable élu ou nommé dans les villes, les villages, les municipalités ou d'autres secteurs de gouvernance locale.

Prévention primaire : Mesures ou programmes conçus pour renforcer la résilience des communautés face à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation et pour améliorer la cohésion sociale afin de résister à ces menaces. Ces programmes ciblent les communautés, quelles que soient leurs vulnérabilités, et se présentent sous différentes formes.

Prévention secondaire : Les programmes qui ciblent les individus identifiés comme vulnérables au recrutement ou à la radicalisation vers la violence haineuse ou extrémiste et qui cherchent à orienter ces individus vers une voie non violente. Ces interventions peuvent inclure un soutien psychosocial, un mentorat, des conseils familiaux, des activités culturelles ou récréatives, un débat théologique, une éducation et une formation professionnelle ainsi qu'un soutien.

Prévention tertiaire : Programmes conçus pour soutenir les délinquants extrémistes (violents) dans leurs efforts pour quitter leur milieu, se désengager de la violence, décriminaliser et réintégrer la société. Il peut également s'agir de familles et de personnes qui ne sont pas entrées dans le système pénitentiaire mais qui peuvent manifester un certain niveau de soutien à la violence, notamment celles qui sont revenues du territoire tenu par l'État islamique. Ces programmes, qui peuvent se dérouler à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire, peuvent offrir une formation éducative et professionnelle, des conseils, des possibilités d'emploi et une rééducation idéologique.

Approche englobant toute la société : Une approche de la prévention et de la réponse qui envisage un rôle pour de multiples secteurs aux niveaux national et local, ainsi que pour les acteurs de la société civile.

À Propos De Ce Guide

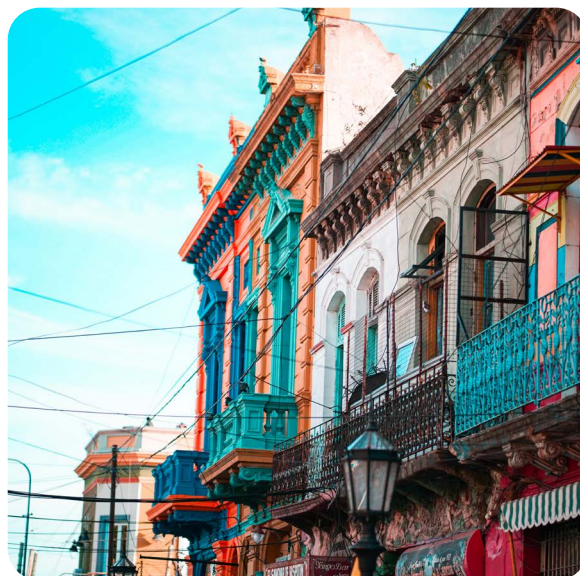
Le Strong Cities Network (Réseau des Villes Fortes) travaille en étroite collaboration avec les maires¹ du monde entier depuis son lancement en 2015 pour faire preuve de leadership dans la prévention et la réponse à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation² ainsi que pour contrer les niveaux croissants de désinformation. Au cours de cette période, de nombreux responsables locaux ont fait part de leur sentiment d'impréparation et de manque de soutien pour traiter ces questions au sein de leur ville et pour réagir en cas d'attaque. Ils ont souligné le manque d'occasions d'apprendre des autres maires qui ont administré leur ville après de tels incidents.

Les maires ont évoqué un large éventail de défis. Certains commencent par reconnaître que la lutte contre la haine et l'extrémisme n'est (ou n'était) pas une priorité pour eux, soit parce que ces phénomènes n'étaient pas considérés comme des menaces immédiates, soit parce que les maires n'étaient pas conscients du rôle qu'ils pouvaient jouer lorsqu'ils l'étaient. D'autres sont confrontés à des défis techniques, à des mandats limités et à un manque de connaissances, d'expérience et de ressources pour relever ces défis.

Bien que les menaces spécifiques puissent différer d'une ville à l'autre, Strong Cities a entendu des maires du monde entier dire qu'ils avaient besoin de plus de conseils concernant les diverses mesures préventives qui peuvent réduire la probabilité d'une

attaque motivée par la haine ou l'extrémisme ou d'un incident apparenté et les moyens d'atténuer les dommages (qu'ils soient sociaux, économiques ou politiques) qu'ils peuvent infliger à une ville. Les maires ont également fait part de leur souhait d'avoir davantage d'occasions d'apprendre de leurs homologues, en particulier de ceux qui ont dirigé leur ville pendant de telles crises.

Ce guide recueille ces expériences et les présente de manière accessible aux maires et aux autres responsables locaux travaillant dans tous les contextes, qu'ils entrent en fonction pour la première fois ou qu'ils s'efforcent de faire de la lutte contre la haine et l'extrémisme une priorité plus importante dans leur ville.



¹ Strong Cities reconnaît qu'il existe de nombreuses formes de leadership local. Le terme "mairie" est utilisé dans ce guide comme un terme général désignant le plus haut responsable élu ou nommé dans les villes, les villages, les municipalités ou d'autres zones locales de gouvernance.

² La prévention et la réponse à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation seront désignées simplement par les termes « prévention » et « réponse » tout au long de ce guide.

Ainsi, le **but de ce guide** est d'aider à préparer les maires à faire face aux menaces de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation, ainsi qu'aux fausses informations, à la désinformation et aux récits conspirationnistes qui alimentent de plus en plus ces menaces. Il souligne à la fois l'importance d'être proactif en prenant des mesures préventives pour construire des villes socialement inclusives et résilientes et de réagir de manière à minimiser les retombées sociales, économiques et autres qui peuvent résulter si et quand ces menaces se manifestent par de la violence. Ce guide fait en sorte de :

- Répondre aux **questions clés** que les maires peuvent se poser pour faire face à ces défis, que ce soit lors de la préparation de leur entrée en fonction ou dans l'exercice de leurs fonctions.
- Explorer des **points de décision importants** pour les maires dans la poursuite de la prévention et de la réponse lorsque ces menaces se manifestent par la violence.
- Partager les **bonnes pratiques** et les leçons apprises d'autres maires, y compris celles liées à la construction de villes résilientes et solidaires dans divers contextes.

Conçu par des maires pour les maires

Ce guide s'appuie sur les expériences et les recommandations des maires pour réfléchir à leur rôle unique dans la lutte contre un ensemble de menaces de plus en plus localisées et interconnectées. Pour élaborer ce guide, l'unité de gestion du Strong Cities Network a interrogé plus de 75 maires, maires

adjoints et autres responsables locaux, actuels et anciens, issus de contextes et de zones géographiques différents et a organisé des débats et des tables rondes avec eux. L'unité de gestion s'est également appuyée sur plusieurs années d'expérience de travail direct avec des maires du monde entier sur la prévention et la réponse à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation. extremism and polarisation.

Sommaire

Avant-propos d'Allison Silberberg 10

Introduction 14

Présentation du guide 15

Présentation : Le rôle du maire 17

Prévention proactive 17

Réponse 21

Défis communs 23

Une voie à suivre : 10 mesures à prendre par les maires 25

Chapitre 1 : Préparation 27

Le mandat du maire 28

Priorités et stratégies 30

Construire des relations 35

Chapitre 2 : Prévention	40
Qu'est-ce que la prévention ?	41
Construire une identité inclusive dans votre ville	43
S'engager avec les communautés	51
Communiquer stratégiquement	56
Renforcer les capacités	58
Chapitre 3 : Réponse	61
Coordonner la réponse locale	63
Phases de la communication après un incident	65
Soutenir les communautés	68
Conclusion	71
Annexe	73
Villes participantes	73

Avant-Propos

**Allison Silberberg,
ancienne maire
d'Alexandria, Virginie,
États-Unis (2016 -2019)**

**« La question n'est pas de savoir
si quelque chose arrivera, mais
quand. »**

Cette déclaration provocatrice a assurément attiré mon attention alors que j'étais assise avec 15 autres nouveaux maires à l'[école des nouveaux maires](#) de l'École d'administration publique Kennedy de Harvard fin 2015 - un mois seulement avant ma prestation de serment en tant que 88e maire d'Alexandria (Virginie). Après chaque incident tragique de violence motivée par la haine ou l'extrémisme, les gens disent souvent : « Je ne peux pas croire que cela se soit produit dans ma ville. Je ne m'attendais pas à ce que cela puisse arriver ici ». La triste réalité est que cela peut arriver n'importe où et n'importe quand.



Les maires, qu'ils soient nouvellement élus ou en poste depuis longtemps, doivent être préparés.

La mission de ce **Guide à l'usage des maires pour prévenir et répondre à la haine, l'extrémisme et la polarisation** du Strong Cities Network est de vous aider, en tant que maires et responsables locaux de villes du monde entier, à endiguer la marée montante de la haine, de la désinformation, de l'extrémisme violent et de l'autoritarisme. Ce guide propose des moyens pour vous aider à renforcer les institutions démocratiques et la société civile qui sont actives dans vos communautés. Ne pas se préparer est un plan et c'est un plan d'échec. Ce guide est proactif et pratique, il fournit aux maires une feuille de route pour préparer leurs villes et leurs communautés. Ce guide est fait par des maires et pour les maires.

Ce guide a été conçu pour être personnel. Être maire, c'est une affaire personnelle. En tant que maire, vous connaissez votre commune et vous vous y intéressez de près. Les habitants s'adressent à vous pour que vous leur fournissiez des services et que vous résolviez leurs problèmes. Se concentrer sur la prévention et se préparer à l'éventualité d'une crise est une responsabilité cruciale qui nous incombe en tant que maires. Nous préparons nos communautés à être résilientes. Et nous, en tant que maires, pouvons nous aider mutuellement.

Le Strong Cities Network a rencontré des maires et des responsables locaux du monde entier, anciens et actuels, afin d'apprendre comment ils réagissent aux menaces. Nous avons également interrogé les maires, et ce guide reflète en grande partie ce que nous avons appris au cours de cette enquête : les leçons et les meilleures pratiques de nos collègues maires.

Je suis passionné par le partage de ces connaissances parce que, par une matinée tranquille de juillet 2017, 18 mois après le début de mon mandat de maire, le quand s'est produit dans ma ville. Sans avertissement, un homme armé, qui s'était rendu dans ma ville d'Alexandria depuis un autre État situé à quelques heures de là, a ouvert le feu sur un terrain de baseball où des membres du Congrès américain, leurs assistants et d'autres personnes s'entraînaient en vue d'un match de baseball annuel de bienfaisance. Les membres du Congrès et d'autres personnes présentes sur le terrain frappaient et attrapaient des balles un instant avant d'être pris pour cible. Deux agents de la police du Capitole, qui se trouvaient avec les membres du Congrès, ont immédiatement fait face au tireur. Trois officiers de la police d'Alexandria sont arrivés dans les deux minutes qui ont suivi. Ensemble, les cinq officiers ont tué le tireur au cours d'une fusillade acharnée. Cinq personnes présentes sur le terrain, dont des membres du Congrès et un officier, ont été grièvement blessées par le tireur. D'autres ont subi des blessures moins graves. Par miracle, tous ont survécu. Toutes les équipes de sécurité publique ont agi rapidement et avec bravoure. Ma ville et notre pays ont été et sont profondément reconnaissants.

Après la fusillade, notre chef de police a envoyé des officiers et d'autres intervenants de première ligne pour faire du porte-à-porte dans les quartiers adjacents.

Cet après-midi-là, le chef de la police, le chef des pompiers, le shérif et moi-même nous sommes rendus ensemble dans le quartier le plus proche de la fusillade pour rassurer les habitants sur leur sécurité. Plusieurs chefs religieux de notre ville ont organisé des veillées aux chandelles dans toute la ville. Cette nuit-là, la communauté a défilé dans la rue principale du quartier où la fusillade avait eu lieu. Notre communauté s'est unie et s'est montrée forte.

J'étais très fier de notre ville et j'ai exprimé la gratitude de la ville à l'égard des femmes et des hommes qui ont servi avec tant de courage ce matin-là et j'ai dit que nous, en tant que communauté, étions en train de prier pour les blessés. J'ai dit avec force que cet incident ne nous définissait pas.

Il y a eu de nombreux héros. La porte où le tireur avait commencé à tirer était fermée à clé. Ce portail verrouillé a sauvé des vies car il a empêché le tireur d'entrer sur le terrain à cet endroit. Une semaine plus tard, j'ai appris qu'un employé du service des parcs vérifiait la nuit (de son propre chef, bien après sa journée de travail !) que ce portail était bien verrouillé. Ce fut un rappel extraordinaire du fait que le personnel de la ville doit savoir que son rôle à tous les niveaux est important et que notre ville compte sur lui et lui en est reconnaissante. Le sens de la mission de notre personnel municipal est crucial.



Voici mes cinq conseils à l'intention des maires :

Premièrement, préparez votre équipe. J'ai commencé mon mandat par un exercice sur table³, que j'ai demandé dès mon entrée en fonction. J'ai organisé une réunion des cadres supérieurs de notre ville et de tous les responsables de l'équipe de sécurité publique afin de m'assurer que le personnel principal connaissait son rôle en cas d'urgence et qu'il disposait des coordonnées actuelles des uns et des autres car, en cas de crise, les personnes occupant ces fonctions doivent savoir ce qu'elles doivent faire et comment se joindre instantanément les unes les autres. Vous n'avez pas le temps de vous rendre à votre bureau et de prendre un classeur sur l'étagère pour savoir ce qu'il faut faire ou qui appeler. Les secondes comptent. Quel que soit leur niveau, tous les membres du personnel municipal doivent savoir que leur rôle est important et qu'il incombe au maire de veiller à ce qu'ils le sachent.

Deuxièmement, engagez-vous de manière proactive auprès des communautés de la ville. N'attendez pas qu'une crise survienne pour le faire. Comme l'avait suggéré Marty Walsh, alors maire de Boston, lors du séminaire, j'ai créé un conseil interreligieux au début de mon mandat avec les chefs religieux de notre communauté. Dans les heures qui ont suivi la fusillade, de nombreux responsables religieux ont organisé des veillées aux chandelles dans toute la ville cette nuit-là afin d'aider les habitants à se rassembler et à trouver la force de surmonter le choc d'une telle violence. Un conseil réunissant des chefs religieux de toutes les communautés contribue à renforcer la résilience.

Troisièmement, soyez inclusif. Dès le début de mon mandat, j'ai rédigé la [Déclaration sur l'inclusion](#) de notre ville, qui a été approuvée par le conseil municipal. Cette déclaration a été affichée dans toute la ville. L'inclusion renforce la résilience. Ce n'est pas après un incident qu'il faut définir ce que l'on est en tant que communauté.

Il est important de s'élever rapidement contre la désinformation et la haine sous toutes leurs formes, quelle qu'en soit la cible. Lorsque des tracts racistes ont été affichés au milieu de la nuit à Alexandria, j'ai immédiatement condamné cet acte, déclarant qu'il ne reflétait pas les valeurs de notre ville, qui sont fondées sur l'inclusion.

Quatrièmement, soyez un auditeur actif. J'ai organisé des cafés mensuels ouverts à tous dans la communauté, où nous étions assis en cercle et où les résidents me faisaient part de leurs préoccupations et de leurs idées. J'étais accessible et j'étais là pour aider.

Cinquièmement, communiquez et soyez transparent. Après la fusillade, j'ai envoyé par courrier électronique une déclaration officielle et d'autres mises à jour et j'ai rédigé une chronique dans les journaux locaux. En tant que maire, j'ai donné la priorité à un engagement ferme en faveur d'une communication rapide, de la transparence et de l'engagement civique.

³ Les exercices sur table sont des sessions de discussion, souvent menées dans un cadre informel, au cours desquelles les membres de l'équipe discutent de leurs rôles et de leurs réponses à une situation d'urgence particulière. Un facilitateur guide les participants dans la discussion d'un ou plusieurs scénarios.

Je reconnais que chaque ville et chaque incident sont différents. Cependant, après avoir partagé des expériences avec d'autres maires qui ont été confrontés à des crises présentant des similitudes avec celle que j'ai connue, je pense que chaque responsable local sera confronté à des points de décision et à des questions qu'il devra se poser afin d'être aussi préparé que possible à prévenir un incident et à y répondre efficacement s'il se produit.

Ce **Guide pour les maires** de Strong Cities, premier du genre, est destiné à vous aider, vous et votre communauté, à être mieux préparés, plus réactifs et plus résilients. Ensemble, nous pouvons nous aider mutuellement à devenir plus forts et plus en sécurité.

Cela fait partie de notre mission principale en tant que dirigeants et constitue le fondement de la mission de Strong Cities.



Introduction

La haine et l'extrémisme, en particulier lorsqu'ils se manifestent par la violence, sont généralement considérés comme des problèmes de sécurité nationale. Les dirigeants nationaux et les gouvernements centraux ont mené des discussions sur la meilleure façon de prévenir ces menaces et d'y répondre, en mettant souvent l'accent sur l'utilisation des outils de la police, du renseignement et de l'armée pour lutter contre les manifestations de violence. Il n'est pas surprenant que les maires aient rarement été considérés comme des acteurs pertinents et donc inclus dans ces discussions. Ce n'est souvent qu'au lendemain d'un attentat que les dirigeants locaux s'impliquent activement, notamment en défendant les besoins et les priorités de leurs communautés touchées par la violence.

Cependant, l'expérience montre que les maires ont un rôle de plus en plus important à jouer dans la lutte contre ces menaces, qui va bien au-delà de la consolation des survivants et de leurs familles. Ces menaces sont de plus en plus localisées : les groupes extrémistes exploitent les griefs politiques, sociaux et économiques locaux pour recruter

et mobiliser d'autres personnes, et la ligne de démarcation entre les menaces en ligne et les dommages hors ligne devient plus floue que jamais. L'évolution de la menace nécessite une approche plus décentralisée pour y faire face. Ceci devrait inclure la participation directe des dirigeants locaux qui comprennent et peuvent représenter leurs villes à un niveau que les décideurs politiques nationaux ne peuvent pas atteindre.

La proximité du maire avec les habitants de sa ville lui permet de comprendre leurs préoccupations. En même temps, leur accessibilité et leur responsabilité en tant qu'élus locaux leur confèrent une influence et une vision uniques - et peut-être même un mandat implicite - pour créer une identité de ville inclusive à travers laquelle tous les résidents peuvent se sentir liés. À ce titre, les maires ont une occasion unique non seulement de contribuer à la suite d'un attentat, mais aussi de stimuler les efforts visant à construire une ville résiliente et solidaire dans laquelle il est plus difficile pour la haine et l'extrémisme de s'enraciner et de limiter les retombées si elles deviennent des préoccupations prégnantes.



Présentation du guide

Le rôle d'un maire dans la lutte contre la haine, l'extrémisme et la polarisation peut s'étendre de la poursuite proactive des efforts de prévention, que ce soit en s'engageant avec les communautés ou les résidents individuels qui rendent plus difficile l'émergence de ces menaces dans leur ville et renforcent sa résilience, à l'assurance que la ville soit prête à répondre si un incident se produit, et à la direction de la réponse dans la foulée si la violence se produit. Bien que l'étendue du mandat et de l'autorité du maire varie probablement en fonction du contexte local, en termes généraux, le rôle du maire peut impliquer, notamment, ce qui suit :

- Tirer parti de leurs compétences en matière de communication et de leur position pour atteindre tous les quartiers de la ville.
- Superviser et coordonner les différents départements et services de l'administration locale.
- Puiser dans les relations avec les électeurs et les organisations locales de la ville.
- Orienter les priorités, les politiques, les programmes et l'affectation des ressources au niveau de la ville.

Plusieurs ingrédients sont nécessaires pour qu'un maire remplisse efficacement ce rôle. Cela commence par un engagement à donner la priorité à la prévention parallèlement aux (ou dans le cadre des) priorités plus traditionnelles des maires, par exemple en matière de tranquillité publique, de bien-être social, d'urbanisme et d'éducation. Pour répondre à cette priorité, un maire devra généralement superviser un ensemble adapté de politiques et de cadres stratégiques, un mécanisme de coordination ou tout autre mécanisme pour mettre en cohérence les activités des différents services municipaux, des partenaires communautaires et, si nécessaire, du gouvernement central, ainsi qu'un engagement soutenu pour renforcer

les capacités des acteurs gouvernementaux locaux et d'une série de parties prenantes communautaires qui peuvent agir en tant que partenaires pour rendre leur ville plus sûre, plus pacifique et plus résistante à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation.

Il s'agit d'un rôle multidimensionnel et souvent difficile, mais qu'un nombre croissant de dirigeants locaux du monde entier assument chaque jour. Ce guide vise à soutenir les maires dans cet effort et à permettre à d'autres de les rejoindre. Il rassemble les expériences de plus de 75 dirigeants locaux issus de contextes et de territoires différents afin de présenter les bonnes pratiques, les leçons apprises, les exemples et les recommandations pour aider à guider et inspirer les maires à se préparer et à faire face à une multitude de défis.

Le guide est divisé en trois sections afin d'aider les maires à différentes étapes de leur mandat :

- **Préparation** : considérations pour la prévention et la réponse au moment de l'entrée en fonction
- **Prévention** : construire des communautés résilientes
- **Réponse** : coordonner une réponse au lendemain d'un incident extrémiste violent et gérer les retombées à moyen et long terme

Ce Guide a pour but d'aider les maires à examiner les défis urgents en matière de paix et d'inclusion dans leur ville et de les inciter à explorer de nouvelles solutions en réponse aux tendances émergentes et aux priorités de leurs habitants. Les exemples et recommandations suivants doivent être considérés à la lumière du contexte unique dans lequel un maire exerce ses fonctions et adaptés aux priorités, besoins, opportunités et limites de sa ville.

Les citations, conseils et recommandations figurant dans ce guide ont tous été fournis par des maires et d'autres responsables locaux, réfléchissant au rôle d'un maire dans la lutte contre la haine, l'extrémisme et la polarisation.

Beaucoup ont demandé que leur contribution soit imputée à leur ville plutôt qu'à leur personne, une demande que Strong Cities a respectée.

Qu'entendons-nous par haine, extrémisme et polarisation ?

Il n'existe pas de définition universellement partagée de ces concepts, et l'approche de chaque ville doit s'adapter au cadre légal et s'appuyer sur les droits fondamentaux et l'État de droit. La haine, l'extrémisme et la polarisation sont – au niveau le plus simple – des défis sociaux qui minent la cohésion sociale, qui peuvent mener à la violence et avoir des impacts à long terme sur les fondements socio-économiques d'une ville. Qu'il s'agisse d'intolérance entre les communautés et de rejet de l'« autre », de sentiments de non-appartenance, d'une division croissante entre les différentes communautés au sein d'une ville, ou encore – dans leur forme la plus explicite – de violence motivée par la haine ou l'extrémisme, ces menaces ont de multiples manifestations et de multiples causes.

Strong Cities se réfère à ces thématiques de manière globale, en reconnaissant que toutes trois sont à la fois les causes et les conséquences de disparités sociales, économiques et politiques, de marginalisation, d'instabilité et de violence, et que toutes trois appellent nécessairement à une réponse localisée prenant en compte les griefs propres au contexte qui peuvent les alimenter.

Présentation

Quel est le rôle d'un maire dans la prévention et la réponse ?

Prévention proactive

La proximité du maire avec les habitants de sa ville lui permet de comprendre leurs préoccupations. Dans le même temps, leur accessibilité et leur responsabilité en tant qu'élus locaux leur confèrent une influence et une vision uniques, voire un mandat implicite, pour façonner et diriger de manière proactive les efforts de prévention et aider leur ville à devenir plus résiliente, notamment face aux menaces que représentent la haine, l'extrémisme et la polarisation.

Aux fins du présent guide, la prévention présente trois caractéristiques principales :



Identifier les situations sous-jacentes, telles que le manque d'appartenance ou les sentiments de marginalisation, d'exclusion ou d'injustice, qui peuvent rendre les individus sensibles aux discours haineux et extrémistes et exacerber les tensions intercommunautaires existantes ou en générer de nouvelles, susceptibles de se traduire par la violence.



S'attaquer à ces situations sous-jacentes, notamment en concevant et en mettant en œuvre des programmes visant à cibler les besoins et les vulnérabilités individuels pertinents et à promouvoir une gouvernance inclusive, transparente et responsable, la culture numérique, le civisme, le respect de l'« autre » et le dialogue intercommunautaire.



La protection des cibles « douces » telles que les espaces publics et les équipements religieux, culturels ou sportifs, rendant ainsi plus difficile la tâche de ceux qui veulent terroriser les civils.



Les maires ont un rôle à jouer dans chacun de ces domaines liés à la prévention et plus encore - notamment en défendant des stratégies, des politiques et des programmes appropriés, en dirigeant les composantes pertinentes de l'administration locale, en s'engageant directement auprès des communautés locales et en mobilisant les ressources et la volonté politique dans l'ensemble de leurs villes, alors qu'ils s'efforcent de les rendre plus résilientes et plus solidaires.



Entretien avec le maire Gledian Llatja, ville d'Elbasan, en Albanie

Impliquer les communautés de leur ville dans les efforts de prévention

La fonction du maire lui donne une occasion unique d'établir des relations solides et de confiance avec les habitants de sa ville, en particulier avec les groupes historiquement marginalisés ou « difficiles à atteindre », qui peuvent comprendre des minorités religieuses et/ou ethniques et d'autres minorités. En menant un effort concerté pour s'engager personnellement auprès des différentes communautés, un maire peut renforcer la confiance et, le cas échéant, réparer les relations entre la municipalité et ses habitants.

Ceci peut également permettre à la ville d'adopter des approches de prévention plus inclusives et participatives, dans lesquelles les communautés peuvent contribuer à définir leurs enjeux et se saisir des solutions.

Pour que cet engagement soit durable, les maires doivent s'efforcer d'établir des relations productives et mutuellement bénéfiques qui responsabilisent les différentes communautés et leur permettent de s'approprier les efforts déployés pour créer une ville plus pacifique et plus inclusive.

« Tout repose sur la confiance mutuelle : nous ne pouvons pas lutter contre l'extrémisme, la haine, la violence et la polarisation sans instaurer la confiance entre les dirigeants et les citoyens, d'une part, et au sein de la population elle-même, d'autre part. »

Représentant, Commune de Mukaza de la province de Bujumbura, Burundi

« En responsabilisant la communauté, [les maires] peuvent créer la masse critique nécessaire au changement. »

Représentant de la ville de Prishtina, au Kosovo



 **Entretien avec Shelly Oberoi, Ville de Delhi, en Inde**

Orienter les cadres et les activités de prévention au niveau local

Les maires sont particulièrement bien placés pour concevoir, façonner et diriger des stratégies locales qui répondent aux besoins de leur ville tout en soutenant les stratégies nationales de prévention et de réponse. Pour développer des stratégies locales, le maire doit s'assurer que la ville dispose d'un plan d'action local qui représente les divers besoins et défis de la ville et qui est actualisé en fonction de l'environnement des menaces existantes.

Cela peut nécessiter la création d'une nouvelle stratégie ou la mise à jour d'une stratégie existante. Dans tous les cas, la stratégie doit être inclusive et durable, tant dans son processus d'élaboration que dans sa mise en œuvre.

Le maire doit se servir de sa position dans la ville pour mobiliser les dirigeants communautaires et religieux, les intervenants de première ligne, la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs en vue d'une approche de la prévention englobant toute la société.

« Être maire, c'est connaître l'état, les besoins et le comportement de la communauté locale. En s'impliquant dans tous les domaines de la vie des citoyens, on crée un espace pour de bonnes relations, un traitement réconfortant et donc une influence et une preuve que l'on est l'un d'entre eux. »

Représentant de la ville de Sremska Mitrovica, en Serbie

Coordination avec les acteurs nationaux de la prévention

Les maires représentent un maillon essentiel de la coopération nationale-locale. Ils sont bien placés pour identifier et comprendre comment les tendances mondiales, régionales et nationales de l'extrémisme se manifestent localement et ont un impact sur leurs communautés. Ceci, ainsi qu'une compréhension détaillée de leur ville, peut à la fois alimenter les approches nationales afin de s'assurer qu'elles servent mieux leur ville et alimenter et interpréter les politiques nationales pour permettre une mise en œuvre localisée. En défendant les besoins de leur ville et de leurs citoyens auprès des décideurs politiques nationaux, les maires ont également l'occasion de démontrer à leurs administrés leur engagement à promouvoir l'inclusion et le civisme, notamment en donnant la priorité aux efforts visant à empêcher la haine, l'extrémisme et, plus généralement, l'intolérance de s'enraciner dans leur ville. Cela peut à son tour générer une plus grande confiance dans le maire et un soutien de la part des habitants de la ville.

Communiquer clairement sur les politiques de la ville et les efforts plus larges pour lutter contre la haine et l'extrémisme.

Garantir l'accès à des informations impartiales et lutter contre la désinformation qui peut être utilisée pour radicaliser les personnes vers la violence est essentiel. La communication est essentielle pour la coordination entre les différents acteurs de la prévention, tant au niveau local que national, et pour renforcer la confiance, l'engagement et l'adhésion des habitants d'une ville aux efforts de prévention. Un maire est bien placé pour superviser et coordonner la communication interne et externe qui favorise une compréhension commune dans toute la ville, qui souligne l'importance de la prévention pour consolider le soutien et les ressources et qui contrecarre la désinformation potentiellement nuisible. Un maire doit également communiquer clairement ses priorités et les valeurs positives qu'il défend - ainsi que l'administration municipale.



Entretien avec Le Maire Wilson Sanya, Ville de Koboko, en Ouganda

Réponse

Comme un nombre croissant de maires ne le savent que trop bien, la question est malheureusement plus de savoir quand que si leur ville connaîtra un incident motivé par la haine ou l'extrémisme au cours de leur mandat

Outre la mise en place d'un plan de prévention, chaque maire devrait disposer d'un plan de réponse d'urgence qui le prépare à gérer les retombées d'un incident, notamment pour la sécurité, le bien-être social et psychosocial de ses habitants et la vitalité économique de la ville.

Gérer les retombées en matière de sécurité

Un maire doit travailler en étroite collaboration avec la police, qu'elle soit nationale ou locale, pour sécuriser la ville immédiatement après un attentat et répondre aux préoccupations en matière de sécurité publique à moyen et à long terme, afin que la ville soit moins vulnérable à d'autres attentats. Pour atténuer les retombées d'un incident, il est essentiel de définir le [récit](#) de la situation et de contrer les récits fondés sur les fausses informations, la désinformation et/ou les théories conspirationnistes que les groupes malveillants pourraient utiliser pour recruter et radicaliser les adeptes de la violence (en représailles). Immédiatement après l'incident, des informations fausses ou trompeuses sur l'incident peuvent exacerber les tensions intercommunautaires et, plus généralement, compromettre davantage la sécurité publique, notamment en alimentant la panique dans un environnement où les niveaux d'anxiété sont susceptibles d'être accrus en raison de l'incident.

De surcroît, dans les heures qui suivent un attentat ou un autre incident, une ville peut également connaître une augmentation des crimes de haine à l'encontre de la communauté dont les membres sont soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat.



📌 **Entretien 3 avec Nancy Rotering, maire de Highland Park, aux États-Unis**

À moyen et à long terme, la désinformation peut donner lieu à des récits conspirationnistes sur l'incident qui entament la confiance dans les dirigeants de la ville ou, si elle vise un groupe religieux, ethnique ou autre, produire une réaction discriminatoire qui sape la cohésion sociale et/ou amplifie la menace de violences futures.

Un maire peut contribuer à prévenir ce phénomène en communiquant clairement et fréquemment, en s'attaquant à la désinformation, en soulignant son engagement à protéger les communautés locales, quelle que soit leur composition, et en promouvant les valeurs d'inclusivité, de tolérance et de civisme.

« La sécurité publique est l'une des principales priorités des maires. Une fois que les risques pour la sécurité sont éliminés et que la situation est stabilisée, le travail en profondeur de renforcement de l'unité et de guérison est une étape cruciale qui mène à la formulation d'actions à moyen et à long terme. »

Joumana Silyan-Saba, directrice de la politique et de la lutte contre les discriminations, ville de Los Angeles, en Californie, États-Unis



Gérer les retombées psychologiques et sociales

La sécurité publique n'est pas la seule préoccupation du maire à la suite d'un incident motivé par la haine ou l'extrémisme : il doit également contribuer à assurer le bien-être psychologique et social de la ville. Par exemple, au lendemain d'un événement, le maire devient souvent le « consolateur en chef » de la ville, apportant soutien et réconfort aux habitants, y compris à ceux qui ont été directement touchés par l'incident : les survivants, les familles et les amis des victimes. Le maire doit réfléchir à la manière dont la ville peut fournir des soins et des ressources psychologiques, tels que des conseils sur les traumatismes, à tous les habitants, en mettant des ressources spécifiques à la disposition des survivants.

En fonction des ressources d'une ville, il peut être nécessaire de plaider en faveur d'un tel soutien au niveau national (voire mondial) afin de s'assurer que les survivants reçoivent l'aide dont ils ont besoin dans l'immédiat, à moyen et à long terme après un attentat.

Outre son impact physique, un incident violent, en particulier un incident impliquant des tactiques terroristes, peut également causer des dommages importants au tissu social d'une ville, en alimentant ou en exacerbant les tensions intercommunautaires. Pour y remédier, le maire devra envisager des moyens de protéger et, dans certains cas, de reconstruire l'identité inclusive de la ville afin de maintenir la cohésion sociale.

« Le maire est le leader symbolique (et littéral) de la ville, et les habitants se tournent naturellement vers lui en temps de crise (et de joie) pour aider à motiver et à guérir. »

Représentant de la ville de Columbus, Ohio, aux États-Unis

« Le maire local est la mère des citoyens. D'abord le réconfort et la sécurité, ensuite les plans à long terme. »

Le maire Ishaq Khattak, Ville de Nowshera, au Pakistan

« Le leadership du maire dans la définition de l'histoire permet de rétablir le calme, de favoriser la solidarité et de guider la ville vers la guérison et le rétablissement. »

Représentant de la ville de Sarajevo,
en Bosnie-Herzégovine

« L'un des nombreux rôles d'un maire est celui de communiquant en cas de crise. Gérer l'information, faire preuve d'empathie - ce leadership sera déterminant pour permettre à la communauté de résoudre le problème. »

L'ancien maire Nan Whaley, ville de
Dayton, Ohio, aux États-Unis

Défis communs

Le rôle d'un maire en matière de prévention et de réponse est varié et complexe, et il est probable qu'il sera confronté à de nombreux défis lorsqu'il tentera de le remplir. Il s'agit notamment des questions liées à la coordination, à la coopération et à la compétence.

Un maire doit coopérer et coordonner avec ce qui sera inévitablement un large éventail d'acteurs dans tous les secteurs et à tous les niveaux.

Il s'agit des dirigeants communautaires et des acteurs de terrain, de la société civile et des organisations communautaires, du secteur privé, des prestataires de services locaux et des praticiens de première ligne (tels que les travailleurs sociaux et les éducateurs), des forces de l'ordre, des collègues de l'administration locale et des représentants du gouvernement national. Chacun de ces secteurs et les personnes qui les composent apportent des perspectives, des priorités et des capacités différentes, qui peuvent ne pas correspondre à celles de la mairie, mais qui sont nécessaires à une approche englobant toute la société efficace pour prévenir les incidents motivés par la haine et l'extrémisme et y répondre.

Souvent, un maire a beaucoup d'autres priorités et des ressources humaines et financières - et des capacités plus générales - limitées sur lesquelles il peut s'appuyer lorsqu'il choisit d'affirmer son leadership en matière de prévention et de réponse.

Certains maires sont victimes de harcèlement lorsqu'ils s'élèvent contre la haine et l'extrémisme.

Défier la haine et l'extrémisme peut entraîner un certain degré de risque personnel, tant pour la sécurité physique d'un maire (et parfois même de sa famille) que pour son bien-être psychologique. On observe une recrudescence de menaces extrémistes visant des élus locaux et d'autres travailleurs du secteur public. Par exemple, certains maires polonais qui ont plaidé pour que le pays ouvre ses frontières aux migrants et aux réfugiés et les soutienne ont reçu de faux certificats de décès par courrier, tandis qu'aux États-Unis, les maires qui appellent à l'amélioration des droits des LGBTQ+ et/ou au contrôle des armes à feu peuvent faire l'objet d'injures et d'intimidations en ligne. Les maires ont déploré le manque de conseils et de soutien disponibles pour les aider à faire face à ces menaces et se sont inquiétés de l'impact à long terme que ce ciblage continu des dirigeants locaux pourrait avoir sur le paysage politique, en particulier parce qu'il pourrait inciter de bons candidats à hésiter à se présenter aux élections et à se retirer de la vie politique.

Les maires sont également confrontés à la réalité : s'élever contre la haine et l'extrémisme peut ne pas être dans leur intérêt politique à court terme. En fait, à la suite d'un incident, ils peuvent être tentés de capitaliser sur les peurs enracinées au sein de la population - souvent alimentées par la désinformation et les théories du complot - en recourant à des récits populistes, une tactique susceptible de recueillir une approbation à court terme. Ainsi, les maires qui ont courageusement choisi la voie souvent la plus difficile, en travaillant sans relâche à l'harmonie, à la compréhension et au véritable bien-être de la communauté, servent de modèles à d'autres.

Les maires peuvent également être confrontés à des défis spécifiques liés à certains aspects de leur identité. Par exemple, moins d'un quart des maires dans le monde sont des femmes. Bien que le leadership féminin soit en progression, de nombreuses grandes villes ayant vu leur première femme dirigeante au cours des deux dernières décennies ou, dans certains cas, depuis toujours, les femmes sont toujours confrontées à des défis particuliers lorsqu'elles accèdent au leadership local.

Strong Cities s'est entretenu avec deux anciennes dirigeantes municipales - Rosy Senanayake de Colombo, au Sri Lanka, et Fozia Khalid Chaudhary de Toba Tek Singh, au Pakistan - pour discuter de leur expérience en tant que premières femmes dirigeantes de leur ville et des défis auxquels les femmes, en particulier, sont confrontées. Toutes deux ont fait remarquer qu'elles avaient dû travailler beaucoup plus dur que leurs homologues masculins pour être prises au sérieux au début de leur mandat. La maire Chaudhary a fait remarquer que parmi ses 300 employés, « la mentalité prédominante était que j'étais une femme et que je ne pourrais rien faire... J'ai dû me montrer forte pour leur prouver que je pouvais administrer aussi bien que n'importe qui d'autre. Ils se sont vite rendu compte que j'étais à la hauteur ». Les femmes devraient continuer à s'efforcer d'accéder au leadership politique au sein de leur ville, en grande partie parce que la représentation féminine au sein des institutions [rend les villes plus inclusives et plus équitables pour les femmes et les hommes](#).

Strong Cities
Network



Entretien avec l'ancienne maire Rosy Senanayake, ville de Colombo, au Sri Lanka

« Il faut travailler deux fois plus, surtout quand on est une femme, pour prouver sa valeur. »

L'ancienne maire Rosy Senanayake, ville de Colombo, au Sri Lanka

Une voie à suivre : 10 mesures pour les maires

Ce guide comprend une série de recommandations à l'attention des maires et des exemples pratiques dont ils peuvent s'inspirer s'ils décident de s'impliquer (davantage) dans la prévention et la réponse. Celles-ci ont été résumées dans les dix mesures suivantes, chacune d'entre elles étant développée dans ce guide.



Améliorez votre compréhension des menaces de haine et d'extrémisme auxquelles votre ville est confrontée. Quelles sont les communautés les plus vulnérables et pourquoi ?



Évaluez le niveau de priorité que vous souhaitez accorder à la lutte contre ces menaces et le mandat dont vous disposez pour le faire.



Identifiez les politiques, programmes, ressources et partenaires existants qui pourraient être mis à profit pour faire face à ces menaces.



Élaborez une stratégie de prévention et de réponse à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation, qui mette en évidence les principales priorités et définisse les rôles et les responsabilités des partenaires institutionnels et non institutionnels. Décidez si cette stratégie sera intégrée dans les cadres existants, tels que ceux liés à la sécurité publique, à la réduction de la violence ou au bien-être de la communauté, ou si elle constituera un cadre spécifique autonome.



Rencontrez régulièrement les acteurs et les partenaires concernés, en particulier les dirigeants et les organisations communautaires, afin de définir des priorités communes, de mieux comprendre leur rôle et d'établir des relations solides que vous pourrez mettre à profit tout au long de votre mandat, et pas seulement pendant les crises.



Poursuivez une prévention primaire proactive par le biais de programmes et d'activités qui s'appuient sur le rôle traditionnel de la ville en matière de prestation de services - en touchant toutes les communautés de la ville, en particulier celles qui sont historiquement marginalisées - et sur des approches de développement urbain qui promeuvent une identité de ville inclusive qui célèbre la diversité.



Tirez parti de la communication pour aider le public à comprendre vos priorités et stratégies en matière de prévention, stimuler l'engagement dans les activités et programmes parrainés par la ville et réagir aux tendances ou incidents selon les besoins, afin de renforcer votre engagement et celui de la ville en faveur de l'inclusion et de la paix.



En cas d'attaques motivées par la haine ou l'extrémisme, préparez-vous à diriger depuis le terrain, où vous pourrez suivre l'évolution de la situation, coordonner les efforts de réponse locaux et nationaux, et rester en contact avec les habitants de la ville pour les réconforter, les rassurer et leur donner une direction forte.



Au lendemain d'un attentat, travailler avec les survivants et les communautés touchées pour s'assurer qu'ils bénéficient d'un soutien continu et des ressources dont ils ont besoin pour guérir. Réfléchissez au soutien qui sera nécessaire à long terme. Veillez à protéger les communautés vulnérables qui risquent de subir des réactions négatives.



Dans les mois qui suivent un attentat, donnez la priorité aux possibilités de (re)construire la cohésion sociale. Soulignez l'engagement de la ville en faveur de l'inclusion, redoublez d'efforts dans les activités de prévention et ciblez les interventions là où la méfiance ou la colère menacent de saper la cohésion sociale.

Chapitre 1

Préparation

Dès son entrée en fonction, un nouveau maire doit faire face à d'innombrables responsabilités qui sont en concurrence les unes avec les autres et qui se chevauchent. Pour ceux qui ont été élus, en particulier, ces responsabilités comprennent souvent de nombreux engagements en matière de « qualité de vie » qui ont été pris devant les électeurs tout au long de la période électorale. Dans cette vague inaugurale, la nécessité de lutter contre la haine et l'extrémisme peut facilement être éclipsée par des priorités apparemment plus urgentes. C'est particulièrement vrai dans les endroits où la menace n'est pas ressentie ou perçue avec autant d'acuité. Malheureusement, comme le montre l'histoire récente avec des incidents tels que les fusillades dans les écoles du [District de Kasese, en Ouganda](#), et de [Belgrade, en Serbie](#), aucune ville n'est à l'abri d'une menace qui s'est de plus en plus généralisée et qui a des conséquences de grande envergure.

Grâce aux progrès technologiques, la haine et l'extrémisme se sont mondialisés, se propageant facilement au-delà des frontières de régions, de pays, de villes ou de communautés spécifiques, et défiant le profilage traditionnel. Outre les dangers liés aux organisations terroristes, les menaces liées à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation s'intensifient face aux crises mondiales. [La pandémie de COVID-19](#) a eu un impact profond sur la désinformation, les récits conspirationnistes, la polarisation sociale et la gouvernance, bien au-delà de l'urgence de santé publique.

Dans le même temps, les tensions liées à la crise des réfugiés continuent d'alimenter [la rhétorique xénophobe et nationaliste et les crimes de haine fondés sur l'identité sont en hausse](#). Si les interactions hors ligne restent un moyen efficace de recrutement, les idéologies et les récits extrémistes se sont répandus dans le monde entier grâce aux médias sociaux et autres médias en ligne, ce qui a fini par décentraliser la menace et a offert aux groupes terroristes de nouvelles possibilités de moderniser leurs tactiques de recrutement. Les personnes qui n'ont pas de liens clairs avec des groupes établis peuvent [accéder plus facilement à des contenus préjudiciables](#). Dans certains cas, ils peuvent devenir [radicalisés](#) et commettre des actes de violence sans liens apparents avec des groupes établis. Les dirigeants locaux sont confrontés à un défi croissant et de plus en plus complexe pour maintenir leur ville à l'abri de la haine, de la polarisation et de l'extrémisme.

Quel que soit l'endroit où se trouve un maire, il devra faire face à la possibilité que sa ville soit la prochaine. Un plan visant à prévenir la propagation de ces menaces et à se préparer au cas où elles déboucheraient sur des violences devrait donc figurer parmi les priorités d'un maire ; chaque maire doit déterminer les mesures à prendre pour contribuer à la sécurité de sa ville.



« Il est essentiel de mettre en place un système de prévention au niveau local. Les maires doivent reconnaître que leur mandat va au-delà des infrastructures et des services municipaux de base ; il est essentiel de donner la priorité à la prévention, car elle est le fondement de la cohésion sociale et de la prospérité d'une communauté. »

Le Maire Maksim Dimitrievski,
Municipalité de Kumanovo, en
Macédoine du Nord

Le mandat du maire

Quel est le mandat du maire en matière de prévention et de réponse à la haine et à l'extrémisme ?

L'ampleur et la profondeur du rôle d'un maire en matière de prévention et de réponse dépendent en grande partie de l'étendue de son pouvoir d'action. Cela inclut leur capacité à adopter et à mettre en œuvre des politiques et des programmes, qu'ils soient dirigés par le gouvernement central ou indépendants de celui-ci, à proposer un budget municipal, à créer et à pourvoir des postes au sein de l'administration municipale et à assurer la coordination entre les différents bureaux et secteurs de l'administration locale. L'autorité d'un maire varie en fonction du pays, du sujet et parfois des priorités à un moment donné.

Le mandat d'un maire sur les questions liées à la fourniture de services locaux traditionnels, tels que le logement, l'assainissement et même la tranquillité publique, est souvent simple. Toutefois, il est rare qu'un maire soit explicitement habilité à s'engager dans la prévention et la réponse à la haine et à l'extrémisme. Il existe plusieurs raisons à cela. Par exemple, la violence motivée par la haine et l'extrémisme a toujours été considérée comme un problème de sécurité nationale, pour lequel les gouvernements centraux (en particulier le secteur de la sécurité) ont la responsabilité première d'agir. Même si la nécessité d'adopter une approche englobant toute la société pour faire face à ces menaces est de plus en plus reconnue au niveau mondial, de nombreux pays ont tardé à reconnaître le rôle que les maires et les collectivités locales qu'ils dirigent peuvent jouer et à les inclure dans les discussions sur la meilleure façon de faire face à ces menaces.

Ce chapitre présente les facteurs importants qu'un maire doit prendre en compte lorsqu'il se prépare à faire face aux menaces de haine et d'extrémisme dans sa ville :

- Comprendre leur mandat en tant que responsable local.
- Les rendre plus attentifs – ainsi que l'administration locale - aux menaces liées à la haine et à l'extrémisme.
- Fixer des priorités et élaborer des stratégies.
- Cartographier les acteurs concernés dans toute la ville et améliorer leur préparation.
- Établir des relations de confiance avec les services compétents de l'administration locale ainsi qu'avec les dirigeants et les organisations communautaires.

Bien que le nombre d'exemples de leadership des maires dans ce domaine ne cesse de croître, ces exemples découlent généralement de la personnalité et du dynamisme d'un maire plutôt que d'un mandat explicite pour s'engager dans la prévention et la réponse à la haine et à l'extrémisme.

En somme, dès son entrée en fonction, un maire devra comprendre l'étendue de son mandat - par exemple, à travers sa responsabilité en matière de tranquillité publique ou de bien-être social - et comment il peut travailler dans ce cadre pour maximiser son impact en tant que leader local dans la lutte contre la haine et l'extrémisme.

Comment un maire peut-il s'attaquer à la haine et à l'extrémisme avec un mandat limité ou sans mandat explicite ?

Un maire peut s'engager dans la prévention de la haine et de l'extrémisme même s'il n'a pas de mandat clair. En fait, la majeure partie de la contribution d'un maire (et, par extension, d'une administration locale) à la prévention peut être accomplie dans le cadre de ses responsabilités traditionnelles. Il n'est pas nécessaire qu'un cadre local - ou national - de prévention de la haine ou de l'extrémisme leur attribue un rôle spécifique.

Les maires devraient plutôt examiner comment les organes, les structures et les ressources qui relèvent de leur mandat - y compris ceux liés à la tranquillité publique, à l'éducation, aux sports, à la culture et/ou au bien-être social - peuvent être utilisés pour faire avancer les objectifs de prévention de la haine et de l'extrémisme et renforcer la résilience de leur ville face à ces menaces.



En **Inde**, de nombreuses agences chargées des questions d'extrémisme sont basées aux niveaux provincial et national, ce qui ne permet pas aux autorités locales d'avoir leur mot à dire sur la manière dont elles sont dirigées. Mais, comme Tikender Singh Panwar, ancien maire adjoint de **Shimla**, en **Inde**, l'a dit à Strong Cities, il existe des structures qui relèvent de son pouvoir et qu'il pourrait utiliser, comme le Comité de justice sociale. Grâce à ce comité, il a découvert qu'il avait un mandat pour s'engager auprès des organismes de protection sociale et de maintien de l'ordre au niveau provincial afin de discuter et de défendre les problèmes auxquels sa ville est confrontée. Le maire adjoint Panwar a ainsi augmenté la fréquence des réunions de cet organe et l'a utilisé pour lutter contre la ségrégation et la discorde sociale.

En tant que chef de l'administration locale, un maire peut explorer les moyens de soutenir la prévention en donnant la priorité à la diversité, à l'équité et à l'inclusion dans toutes les politiques et tous les programmes de la ville et en développant une identité de la ville à laquelle toutes les communautés peuvent se rattacher. En mettant l'accent sur le concept d'interdépendance dans la ville, en montrant que son dirigeant s'engage personnellement à faire en sorte qu'à la fois les résidents de longue date et les nouveaux arrivants se sentent bienvenus et intégrés, il offre une base à l'action du maire contre la haine et l'extrémisme.

Un maire pourrait également envisager de lancer des initiatives plus ciblées. Par exemple, en fonction de l'autorité du maire et de ses relations avec les écoles locales, il pourrait demander des programmes scolaires et/ou extrascolaires qui promeuvent la citoyenneté active, l'éducation au numérique et aux médias et la pensée critique. Il pourrait collaborer avec les enseignants pour dispenser une formation complémentaire sur la tolérance et le respect de « l'autre », afin d'améliorer la résistance des jeunes à la pensée « noir et blanc » et de les préparer à devenir des membres productifs de leur communauté. Ces programmes peuvent également être mis en œuvre en dehors de l'éducation formelle par l'intermédiaire des centres de jeunesse et des centres communautaires.

Un maire doit également se rappeler qu'il n'est pas seul, ni sa ville. Lorsqu'un maire a un mandat limité ou est confronté à un défi qu'il ne peut gérer seul, il peut tirer parti de la coopération avec ses homologues d'autres villes pour amplifier sa voix, sa présence et son impact.

Priorités et stratégies

Par où commencer ?

La haine et l'extrémisme sont des problèmes complexes ; ils sont influencés par un grand nombre de facteurs politiques, économiques et autres qui varient d'une ville à l'autre et peuvent se manifester d'innombrables façons. De plus, l'un des enseignements tirés des travaux antérieurs en matière de prévention est la nécessité de veiller à ce que les politiques, les programmes et les activités soient fondés sur la menace réelle (c'est-à-dire sur des preuves ou des données) plutôt que sur des motivations politiques ou des hypothèses. Les approches trop générales ou celles qui ciblent injustement des groupes ou des communautés spécifiques peuvent se retourner contre leurs auteurs, notamment en exacerbant les tensions mêmes qui doivent être atténuées.

C'est pourquoi les dirigeants locaux doivent faire en sorte que l'approche qu'ils adoptent soit fondée sur les réalités de leur ville et adaptée pour répondre non seulement aux menaces telles qu'elles existent, mais aussi pour prendre en compte les politiques, les programmes, l'expertise et les ressources disponibles au sein de l'administration locale et de la ville en général.

Comment savoir quelles sont les menaces qui pèsent sur ma ville ?

Pour être efficace en matière de prévention, un maire doit être parfaitement conscient des principales menaces et vulnérabilités qui affectent sa ville et de ses facteurs de protection, et rester vigilant quant à l'évolution de ces éléments au fil du temps. Avant de se plonger dans les politiques, programmes, initiatives et ressources spécifiques qui pourraient être nécessaires, un maire doit commencer par approfondir sa propre compréhension - et celle des membres de son équipe - sur un certain nombre de sujets, notamment :

- La nature des menaces haineuses et extrémistes - en ligne et hors ligne - auxquelles leur ville est confrontée et le lien, le cas échéant, entre ces menaces et celles qui se manifestent aux niveaux national, régional ou international. Cela devrait inclure des informations sur les vulnérabilités, les griefs et les dynamiques spécifiques, sur la manière dont ils affectent les différents groupes et individus qui les composent et sur leurs relations avec les acteurs publics.
- Les acteurs, les mécanismes, les infrastructures et les ressources qui pourraient soutenir la prévention et la réponse : nombre d'entre eux peuvent se trouver dans d'autres secteurs, notamment la tranquillité publique, l'éducation, le logement, la culture, les sports et l'engagement des jeunes.
- Les obstacles et les carences qui entravent les efforts déployés pour faire face à ces menaces, qui comprennent généralement des limitations de capacité au sein de l'administration ou parmi les parties prenantes locales et des problèmes d'engagement, qui découlent souvent d'un faible niveau de confiance entre les communautés et/ou entre les communautés et les forces de l'ordre et la municipalité.
- Programmes passés et présents dans la ville qui servent les objectifs de prévention et leur impact. Cette liste devrait inclure les actions menées par les acteurs institutionnels et non institutionnels, y compris les autorités locales et nationales, la société civile, les organisations communautaires, les associations caritatives et les fondations et, le cas échéant, les organisations internationales.

Elle devrait faire le point sur les succès et les échecs afin d'en tirer les leçons et d'étendre les initiatives pertinentes dans la mesure du possible.

Il se peut que ces informations ne soient pas facilement disponibles ou qu'elles soient obsolètes. En cas de manque d'informations cruciales, le maire doit envisager de mener ou d'appeler à un exercice d'écoute qui intègre l'expertise, les perspectives et les expériences d'un large éventail d'acteurs, impliquant par exemple :

- Des praticiens et des experts locaux spécialisés dans la haine, l'extrémisme ou les questions connexes, qui ont mené des recherches et/ou des programmes pertinents au niveau local ou national.
- Les acteurs de première ligne tels que la police, les travailleurs sociaux, les professionnels de la santé (mentale), les animateurs de jeunesse et les enseignants qui ont des contacts réguliers avec les différentes communautés de la ville.
- Les dirigeants communautaires, y compris les chefs religieux, afin de comprendre les défis auxquels leurs communautés sont confrontées, ainsi que les griefs et les besoins potentiels.
- Une sélection large et représentative des habitants de la ville.

« En tant qu'adjoint au maire, je devais rendre des comptes à la population. Cela m'a donné une plus grande marge de manœuvre pour comprendre les choses, les questions sociales et les tensions sociales qui existent. »

L'ancien maire adjoint Tikender Singh Panwar, ville de Shimla, en Inde



L'exercice d'écoute compréhensive de Londres

Lorsque le maire Sadiq Khan a dirigé l'élaboration du plan d'action local P/CVE de Londres, le Bureau du maire pour la police et la criminalité (MOPAC) a commencé par [un exercice d'écoute complet](#) avec des milliers de membres de la communauté, de parties prenantes et d'experts dans toute la ville. L'exercice visait à « entendre les voix de ceux qui, dans le passé, n'ont pas été entendus mais qu'il est le plus important d'écouter » et a donné la priorité aux contributions des « communautés minoritaires et marginalisées, des femmes et des jeunes ».

Sous la direction du maire Khan, la MOPAC a travaillé en étroite collaboration avec des organisations locales et a organisé des réunions, des tables rondes et des ateliers avec les forces de l'ordre, les autorités locales, les groupes de la société civile, les organisations caritatives, les groupes de réflexion, les organismes de réglementation et les membres des différentes communautés afin de mieux comprendre comment permettre une approche véritablement englobante de la société pour lutter contre la haine et l'extrémisme dans la ville. La cartographie a donné lieu à une série de recommandations à l'intention de la municipalité et du gouvernement central, qui sont consignées dans un [rapport](#) disponible sur le site web du MOPAC et qui comprend, entre autres, la nécessité d'un programme de petites subventions pour soutenir les réponses hyperlocales à la menace et de multiplier les possibilités d'apprentissage et de collaboration entre les villes.

Loin de se contenter d'un exercice de cartographie ponctuel, le maire devrait, lorsque son autorité le permet, demander aux autorités locales de procéder à cette collecte d'informations de manière continue afin de tenir à jour un répertoire et une cartographie des besoins et des vulnérabilités qui peuvent aider à définir les priorités, à alimenter les programmes et à permettre à une ville d'anticiper les tensions et les troubles susceptibles de déboucher sur la violence.



« [Les maires] se réunissent et sollicitent leur avis sur des sujets importants concernant les habitants de la ville, car nous avons besoin de l'unité de toute la ville, pas seulement du conseil municipal. »

Maire Mohamad Khalil, ville du Akkar al-Atika, Liban

Ai-je besoin d'un plan d'action spécifique pour prévenir la haine et l'extrémisme dans ma ville ?

Les maires de plusieurs villes ont dirigé ou participé aux efforts visant à élaborer un plan d'action local (LAP) dédié à la prévention

et à la réponse à la haine et à l'extrémisme. Toutefois, un cadre autonome consacré à ces thématiques spécifiques n'est pas toujours nécessaire. Dans certains cas, l'élaboration d'un cadre distinct peut s'avérer contre-productive, car elle peut conduire à des structures parallèles et à des redondances et compliquer les efforts visant à exploiter les ressources existantes de la ville.

En revanche, un maire peut estimer qu'il peut poursuivre ses priorités plus efficacement grâce à une approche intégrée incorporant la prévention et la réponse dans des cadres pertinents préexistants, tels que ceux de la tranquillité publique ou du bien-être social.

Le leadership des maires sera crucial pour déterminer comment une ville aborde la prévention et la réponse à la haine et à l'extrémisme.

Au début de leur mandat (ou pendant la période de transition entre leur élection et leur entrée en fonction), ils doivent mener un processus visant à déterminer l'approche (autonome ou intégrée) la plus appropriée pour leur ville. La réponse à cette question dépendra de plusieurs facteurs, notamment :

- La nature et l'ampleur des menaces qui pèsent sur leur ville.
- Un mandat du maire pour lutter explicitement contre la haine et l'extrémisme.
- Le champ d'application des politiques et programmes existants et pertinents en matière de tranquillité publique et de bien-être social menés par les villes.
- La structure et les ressources des départements et bureaux des autorités locales, notamment ceux liés aux écoles, au logement, à la santé, aux transports, à l'assainissement, à la tranquillité publique, à l'engagement des jeunes, aux parcs et aux loisirs, ainsi qu'à la culture.
- La taille de la ville et la répartition de son budget.

Le processus devrait également prendre en compte les avantages et les inconvénients relatifs des approches intégrées et des approches autonomes.

Les **cadres autonomes** permettent à une ville de faire de la prévention et de la réponse à la haine et à l'extrémisme une priorité essentielle, ce qui peut s'avérer nécessaire dans les villes où l'extrémisme et la violence qui y est associée représentent un danger clair et présent. Il s'agit d'un lieu unique permettant d'exprimer une compréhension commune des menaces, de délimiter et de définir les rôles de chaque partie prenante, de mettre en place des mécanismes de coordination et de partage de l'information et de fixer des objectifs spécifiques.

- Au **Kenya**, les villes ont élaboré des plans d'action de comté (CAP) - des cadres autonomes qui articulent l'approche du comté en matière de prévention et de réponse, en précisant les objectifs fondamentaux, les acteurs et les mécanismes de coordination avec le plan d'action national du Kenya. [Chaque CAP comprend](#) une série d'activités organisées en piliers thématiques et supervisées par un chef de pilier chargé de la coordination avec les parties prenantes et les services concernés. En incorporant des chefs de file et des mécanismes de coordination spécifiques, les comtés kenyans peuvent s'assurer que leur stratégie autonome est toujours intégrée au reste des fonctions du comté.
- De même, avec le soutien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), sept gouvernorats **d'Irak** ont [élaboré](#) des plans locaux de mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent.
- Parmi les autres exemples de cadres de prévention autonomes des collectivités locales, il est possible de citer [Copenhague, Danemark](#) ; [Brussels, Belgium](#) et [Strasbourg, en France](#).

Bien qu'un cadre spécifique permette à une ville d'orienter ses efforts de prévention et de réponse de manière ciblée, il présente certains défis.

De tels cadres exigent des lignes d'effort et de financement spécifiques. Ceci peut limiter la durabilité d'une stratégie et élever des barrières à la coopération et à l'engagement, en particulier lorsque les parties prenantes et les communautés se méfient des approches axées sur la sécurité. En outre, une approche autonome risque de créer des structures parallèles et potentiellement redondantes au sein de la ville, ce qui pourrait compliquer inutilement les efforts de coordination, semer la confusion auprès du grand public et s'avérer difficile à maintenir. Certaines villes ont surmonté ces difficultés et créé un cadre spécifique qui répond à leurs besoins. Pour d'autres, un cadre intégré est plus approprié.

Les **cadres intégrés** inscrivent les priorités en matière de haine et d'extrémisme dans les stratégies et les plans de travail existants des services municipaux concernés. Cette approche peut contribuer à intégrer la prévention dans les autres fonctions et services d'une ville. Ceci peut limiter le risque de stigmatisation lié à une prévention explicite de la haine et de l'extrémisme qui pourrait être considérée comme ciblant injustement un groupe religieux, ethnique ou minoritaire particulier, et en renforçant la durabilité en prévoyant la prévention et la réponse par le biais d'équipes et de budgets établis. Toutefois, une approche intégrée peut donner l'impression que la lutte contre la haine et l'extrémisme n'est pas une priorité pour les dirigeants locaux.

Un exemple d'approche intégrée est fourni par la **Norvège**. Le SaLTo [d'Oslo](#) (« Ensemble, nous créons une Oslo sûre »), modèle de prévention de la délinquance. Le modèle de collaboration intersectorielle intègre la prévention de l'extrémisme violent et de la haine dans ses efforts de prévention de la délinquance. SaLTo [permet](#) à la ville de coordonner les fonctions de maintien de l'ordre avec d'autres fonctions institutionnelles locales et nationales, la société civile et le secteur privé afin de créer une ville sûre et de faciliter la collaboration dans le partage des informations et des ressources.



Quelle que soit l'approche adoptée par un maire, celui-ci doit s'efforcer d'utiliser les services, politiques, postes et programmes existants dans la mesure du possible, plutôt que de négliger les créations de ses prédécesseurs. La prévention doit être poursuivie sur le long terme. L'interruption ou l'arrêt prématuré des programmes peut compromettre les progrès d'une ville et provoquer un retour de bâton parmi les personnes directement concernées, ce qui risque de saper les efforts futurs. Un maire nouvellement élu devrait plutôt trouver des moyens de s'appuyer sur ce qui a déjà été fait - lorsque ces efforts se sont avérés efficaces - et de minimiser les perturbations au sein des communautés concernées.

Construire des relations

Sur presque toutes les questions sur lesquelles il s'engage, un maire travaille avec un grand nombre et une grande diversité de parties prenantes. Il s'agit de personnes appartenant à sa propre équipe, à différents services municipaux, aux forces de l'ordre et aux services sociaux, ainsi qu'à des chefs religieux, des jeunes et d'autres responsables de communautés et d'organisations communautaires.

Parmi les nombreuses fonctions que ces relations joueront au cours du mandat d'un maire, des relations productives et de confiance avec tous ces acteurs s'avéreront essentielles tant pour la prévention que pour la réponse à un attentat.

Dans tous les cas, le maire doit veiller à établir des relations mutuellement bénéfiques fondées sur la confiance et la compréhension mutuelle.

« Il est essentiel d'établir ces rôles et de développer ces relations en temps de paix afin que chacun puisse jouer son rôle efficacement en cas d'incident. »

Ancienne maire Allison Silberberg,
ville d'Alexandria, Virginie,
aux États-Unis

Acteurs de la communauté et société civile

L'engagement de la ville auprès des acteurs communautaires et de la société civile doit être inclusif et diversifié, en fonction de la composition et de l'organisation de la ville. Il peut s'agir notamment de chefs religieux, tribaux ou d'autres dirigeants communautaires ; d'organisations communautaires ; de défenseurs des jeunes, des femmes et

des groupes minoritaires ; d'éducateurs et d'entraîneurs ; d'associations de parents ; et bien d'autres encore. Ces acteurs constituent souvent le lien vital d'un maire avec les habitants de sa ville et sont des partenaires précieux pour impliquer différents groupes. En plus de fournir des lignes de communication essentielles, leur coopération peut permettre de proposer une approche individualisée de la prévention à l'échelle de la ville. [Un maire est bien placé](#) pour nouer une relation personnelle avec ces acteurs essentiels.

Strong Cities
Network

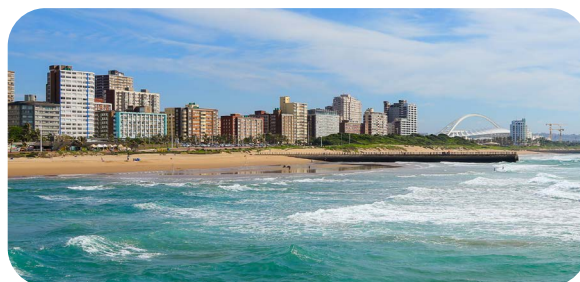


Entretien avec le Maire Amarjeet Sohi, Maire de la Ville d'Edmonton, au Canada



À **Londres, Royaume-Uni**, suite à l'exercice d'écoute décrit ci-dessus, le maire Sadiq Khan et le MOPAC se sont engagés directement avec les CSO et les groupes communautaires à élaborer et à mettre en œuvre des activités de prévention dans le cadre du [Shared Endeavor Fund \(SEF\)](#). Grâce à ce programme, les organisations locales peuvent demander un financement et bénéficier d'une formation et d'un soutien pour mettre en œuvre des activités communautaires qui participent à la stratégie de prévention de Londres. En 2023, le maire Khan a annoncé le quatrième cycle du SEF, en engageant un financement supplémentaire de [£875 000](#) pour soutenir les communautés londonniennes dans la lutte contre l'extrémisme. Strong Cities est l'évaluateur indépendant du SEF.

À **Durban, en Afrique du Sud**, le cabinet du maire dispose de plusieurs « guichets », où travaillent des membres de l'équipe chargés d'impliquer différentes parties de la communauté, notamment les femmes et les jeunes. Ceux-ci, à leur tour, relaient les besoins des membres de la communauté auprès du maire



Autorité locale et prestataires de services

Une prévention et une réponse efficaces nécessitent une approche coordonnée, à l'échelle de l'ensemble de l'administration, dans laquelle chaque service concerné joue son propre rôle de concert avec les autres. En établissant des relations avec les acteurs au sein de son administration et parmi les acteurs de première ligne - y compris le cas échéant les forces de l'ordre - un maire peut communiquer ses priorités et veiller à ce que chacun comprenne et assume son rôle. L'établissement de relations de coopération avec des acteurs de première ligne tels que les forces de l'ordre et les éducateurs peut s'avérer difficile, mais il est particulièrement important lorsque le gouvernement national contrôle ces fonctions de manière centralisée.

Lorsque le maire n'est pas mandaté pour diriger les services fournis aux habitants de la ville, il doit néanmoins chercher à collaborer avec les prestataires de services basés dans sa ville afin de définir et d'atteindre des objectifs communs.

Il est également conseillé de rencontrer les responsables locaux pour discuter de l'état de préparation de la ville en cas d'attaque. Par exemple, lorsqu'Allison Silberberg, ancienne maire d'**Alexandria, Virginie, États-Unis**, est entrée en fonction, elle a rencontré les cadres supérieurs de la ville et les responsables de l'équipe de sécurité publique afin de passer en revue les plans d'intervention dans le cadre d'un exercice sur table. Ils ont discuté des rôles et des responsabilités afin de s'assurer que tout le personnel important sache quoi faire et qui appeler en cas d'urgence. Cette préparation s'est avérée cruciale lorsque la ville a été confrontée à une fusillade motivée par la haine en 2019.

« Les maires doivent coopérer avec leurs voisins pour relever les défis communs, indépendamment des conflits qui se produisent à l'échelle nationale ou internationale. »

. La Maire Martha Váradiné Naszályi,
Budavár, Ville de Budapest 1e
circonscription, en Hongrie





✦ **Entretien avec le maire Jacek Jaśkowiak, Ville de Poznań, en Pologne**

Homologues dans d'autres villes

Être maire, c'est-à-dire avoir la responsabilité de relever les nombreux défis auxquels leur ville et ses habitants sont confrontés, est une position unique que d'autres maires sont mieux à même de comprendre. En nouant des relations avec leurs homologues des villes voisines, un maire peut développer un réseau de soutien auquel il peut faire appel pour obtenir des conseils, pour renforcer sa position dans un cadre national ou pour lui venir en aide en cas de besoin, par exemple à la suite d'un incident violent.

Au niveau national et international, un maire peut tirer parti de l'expérience d'autres maires et échanger des bonnes pratiques et des enseignements. Les maires peuvent s'appuyer sur d'autres maires pour relever les défis auxquels leur ville est confrontée.

Par exemple, la Conférence des maires des États-Unis et la Anti-Defamation League ont créé une [plateforme](#) grâce à laquelle les maires américains peuvent apprendre les uns des autres et renforcer leur engagement dans la lutte contre la haine et l'extrémisme dans leurs villes.

Le gouverneur George Nitembeya de **Trans Nzoia, Kenya**, est à la tête d'une initiative visant à réunir les assemblées des comtés de la région du Rift Nord (qui comprend huit comtés de la vallée du Rift Nord au Kenya) autour d'une feuille de route pour une paix et un développement durables. Lors d'un sommet pour la paix organisé par le North Rift Economic Bloc (NOREB), le gouverneur Nitembeya a [exhorté](#) ses collègues gouverneurs à s'unir pour relever ensemble les défis qui se présentent à eux : « Je crois que nous avons la responsabilité de mettre fin à cette menace d'insécurité si nous nous unissons en tant que NOREB et [avons] le soutien du gouvernement national ».

En Ouganda, les maires ont trouvé la force de travailler ensemble pour surmonter leur mandat limité en matière de prévention. Regina Bakitte est maire de **Nansana, en Ouganda**, et présidente de l'initiative de l'Alliance des maires pour l'action communautaire locale, qui organise des réunions régionales de maires ougandais pour discuter des défis qu'ils partagent et travailler ensemble à la recherche de solutions. « En tant que présidente, je suis en mesure de mobiliser tous les maires pour qu'ils partagent leurs expériences et fassent entendre leur voix commune. »



« En tant que maires de villes fortes, nous devons nous rassembler et envoyer un message commun. Nous devons continuer à interagir et à partager les défis, car quelqu'un peut peut-être nous aider grâce à son expérience. »

Maire Florence Namayanja, ville de Maska, en Ouganda

Chapitre 2

Prévention

Le rôle le plus important qu'un maire puisse exercer dans la lutte contre la haine et l'extrémisme dans sa ville est la prévention, c'est-à-dire la mise en œuvre d'actions, de politiques et de programmes qui rendent la ville et ses habitants - qu'ils soient de longue date ou nouvellement arrivés - plus résilients et plus solidaires sur le plan social.

La prévention exige d'un maire qu'il comprenne les vulnérabilités qui affectent sa ville, ses différentes communautés, et les conditions qui rendent les individus ou les groupes plus sensibles aux récits de haine et d'extrémisme. Il peut s'agir de griefs individuels ou d'insécurités fondées sur leurs propres expériences ou celles d'autres membres de leur communauté, ainsi que de pressions extérieures exercées par des récits haineux ou extrémistes et par des personnes ou des groupes qui exploitent ces vulnérabilités personnelles pour recruter des personnes ou les radicaliser dans la voie de la violence.

Si un maire ne peut à lui seul mettre fin à toutes les insécurités auxquelles une personne est confrontée, il a la possibilité de prendre des mesures pour répondre aux griefs qu'elle peut ressentir en raison de la marginalisation, de l'exclusion, de la discrimination ou d'autres injustices ou inégalités structurelles. Cela peut contribuer à faire de sa ville un lieu où chacun peut trouver sa place.

Ce chapitre décrit les stratégies qu'un maire peut mettre en œuvre pour prévenir la propagation de la haine et de l'extrémisme dans sa ville et, plus généralement, pour renforcer la résilience de sa communauté, notamment :

Développer et promouvoir une identité inclusive dans leur ville.

- Communiquer de manière stratégique et cohérente pour lutter contre la haine et l'extrémisme, notamment en indiquant clairement ce qu'eux-mêmes et leur administration *incarnent*.
- Définir les objectifs de prévention de leur ville.
- Renforcer les capacités des parties prenantes essentielles à la prévention.

Qu'est-ce que la prévention ?

La prévention de la haine et de l'extrémisme comprend les trois éléments fondamentaux décrits à la page 16 de ce guide : identifier les conditions sous-jacentes, s'attaquer à ces conditions sous-jacentes et protéger les cibles « douces ».

Les maires ont un rôle à jouer dans chacun de ces domaines liés à la prévention et dans d'autres encore. Il s'agit notamment de :

- Défendre des stratégies, des politiques et des programmes appropriés.
- Diriger les composantes pertinentes de l'administration locale.
- S'engager directement auprès des communautés locales.
- Mobiliser les ressources et la volonté politique pour rendre leurs villes plus résilientes et plus solidaires.

Les mesures de prévention doivent être considérées comme complémentaires aux efforts en matière de sécurité et de justice pénale et sont généralement menées par des départements et agences au sein de l'administration locale, tels que l'éducation, les services sociaux et la santé publique, la société civile, la jeunesse, le secteur privé et, dans certains cas, la police locale.

Les parties prenantes et les services municipaux impliqués dépendront des services et des départements qui relèvent de la compétence de la ville concernée, en gardant à l'esprit les multiples différences contextuelles potentielles qui existent d'une ville à l'autre. Ils dépendront également des besoins et des vulnérabilités identifiés, du niveau d'intervention requis et de l'approche méthodologique choisie.



Prévention

Les mesures de prévention agissent habituellement à trois niveaux :

1. Primaire (collectivité)
2. Secondaire (personnes identifiées comme particulièrement vulnérables à la radicalisation vers une violence motivée par la haine ou l'extrémisme)
3. Tertiaire (personnes qui se sont déjà engagées dans la violence, y compris celles qui cherchent à s'en désengager)

Pour de nombreux maires, la prévention primaire, qui leur permet de tirer parti des mandats, programmes et ressources des services municipaux existants visant à rendre les communautés plus solidaires et plus résistantes à la haine et à l'extrémisme (par exemple, ceux liés à l'éducation, au logement, à la prise en charge psychosociale, aux loisirs, à la culture et à l'engagement des jeunes), est probablement le domaine dans lequel ils se sentent capables de faire le plus de différence. Grâce à la prévention primaire, ils peuvent s'attaquer aux problèmes structurels et sociétaux plus vastes qui peuvent créer un environnement propice à l'enracinement de l'extrémisme et de la haine.

Considérations sur la prévention

S'attaquer à des problèmes tels que la discrimination systémique, la marginalisation, la corruption et les tensions intercommunautaires, tout en renforçant la cohésion sociale, la bonne gouvernance, la responsabilité, la confiance, la représentation et la transparence, sont considérés comme des éléments essentiels de la prévention et de la réponse. La promotion et la protection des droits fondamentaux, la prise en compte de la dimension de genre et de la règle « ne pas nuire » devraient être des principes fondamentaux pour les actions de prévention à tous les niveaux. Compte tenu de la nature complexe et multiforme de la façon dont la haine, l'extrémisme et la polarisation affectent une communauté, les mesures de prévention devraient également viser une approche pluridisciplinaire et englobant toute la société.

Il est peu probable qu'une ville doive créer de nouvelles infrastructures, élaborer de nouvelles politiques ou engager des professionnels externes pour pouvoir mettre en œuvre des initiatives de prévention ou de réponse. Malgré les sensibilités et, dans certains cas, la spécificité des risques liés à la haine, à l'extrémisme et à la polarisation, les villes ne devraient pas se sentir obligées d'« exceptionnaliser » la prévention en la distinguant du reste de leurs activités. De fait, la prévention est souvent plus efficace, plus durable et plus participative lorsqu'elle est considérée comme une partie intégrante des services existants, d'une manière qui encourage la contribution et la coopération plutôt que la peur et la méfiance. Enfin, la prévention doit également être réaliste et fonctionner dans les villes où les ressources sont limitées et où il existe des priorités quotidiennes concurrentes autour de la fourniture de services de base.

Construire une identité inclusive dans votre ville

Un maire ne peut à lui seul répondre aux sentiments de marginalisation, d'exclusion et d'injustice qui peuvent rendre les habitants de sa ville vulnérables aux discours haineux et extrémistes. Par exemple, l'élimination, et a fortiori la réduction, de la discrimination systémique et des préjugés inconscients à l'égard d'un groupe religieux, ethnique ou d'une autre minorité est une entreprise de longue haleine. Cela nécessite non seulement une approche englobant toute la société, mais aussi une attention constante qui dépasse le mandat d'un seul maire.

Chaque maire peut toutefois y contribuer en exposant clairement les valeurs défendues par la ville, telles que l'égalité, la diversité, l'inclusion, l'équité et l'ouverture.

Il s'agit notamment de s'engager à construire une identité inclusive pour la ville, à laquelle tous les habitants et toutes les communautés se sentent liés. Il s'agit de créer des opportunités pour que tous soient des membres actifs de leurs communautés et que les griefs soient exprimés pacifiquement, tout en limitant l'espace où la méfiance peut se manifester et, par conséquent, où la haine, l'extrémisme et la polarisation peuvent s'enraciner.

Un maire peut mener l'effort de construction d'une identité urbaine inclusive de plusieurs manières. Vous trouverez ci-dessous quelques-unes des stratégies que les maires ont partagées avec Strong Cities et qui pourraient intéresser d'autres responsables locaux relevance to other local leaders.

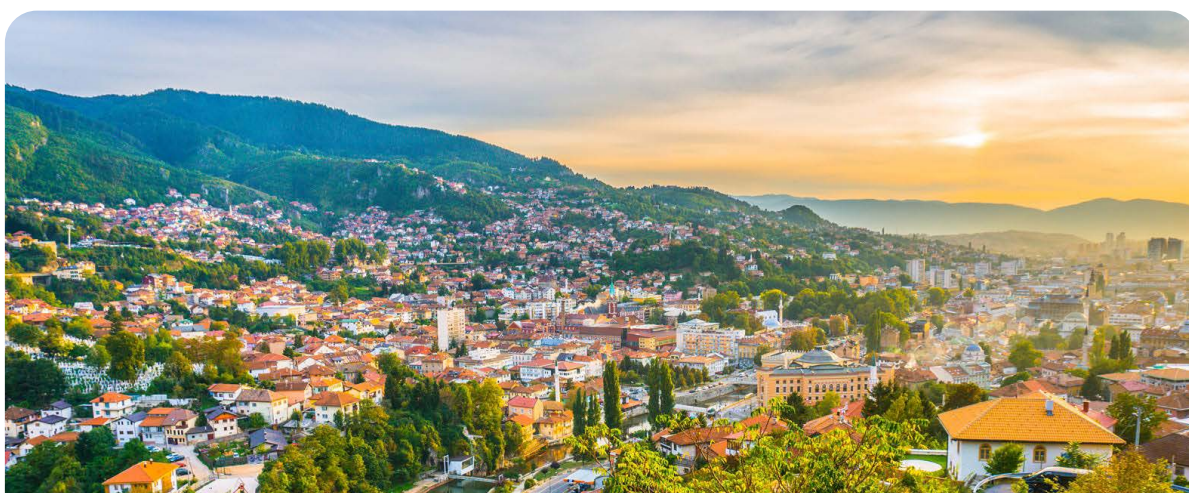


« Les politiques d'inclusion et de cohésion sociale favorisent un sentiment de valeur et d'appartenance chez les habitants de la ville, quel que soit leur statut social, économique ou politique. Grâce à de telles politiques, chaque habitant de la ville se sent respecté dans la mesure où il fait partie intégrante des politiques de développement de la ville ».

Représentant de la ville de Zomba, au Malawi

« Définir que nous sommes une “ville accueillante pour tous ceux qui se sentent chez eux à Aurora” est la déclaration la plus claire qui reflète l’inclusivité. »

Le maire Mike Coffman, ville d'Aurora, Colorado, États-Unis



« En valorisant la diversité, en promouvant l'égalité des chances et en assurant la participation de tous les groupes, les maires créent un environnement où chacun se sent valorisé et représenté. Cette approche remet en question les idéologies qui divisent, favorise la compréhension et l'empathie et crée un contre-récit à l'extrémisme. En favorisant la résilience sociale par le dialogue et la collaboration, les maires construisent des réseaux de confiance capables de résister et de contrer les tactiques extrémistes. En définitive, en embrassant la diversité et en promouvant l'inclusion, les maires créent des villes unies par des valeurs communes, empêchant la propagation de l'extrémisme et de la haine ».

Représentant, Ville de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine

Institutionnalisez l'inclusion

Un maire peut prendre la tête des efforts visant à établir l'engagement de la ville en faveur de l'inclusion en promouvant des politiques qui prennent en charge tous les résidents, qu'ils soient de longue date ou nouvellement arrivés, et en faisant de la ville un lieu où les différents groupes se sentent chez eux ensemble. Pour ce faire, le maire doit envisager des politiques et des programmes pour :

Fournir des services à tous les résidents, en particulier à ceux qui ont été historiquement exclus. Cela permet d'apaiser les tensions sociales et de répondre aux griefs, qui peuvent alimenter la haine et l'extrémisme, et de faire en sorte que les personnes qui se sentaient exclues auparavant se sentent prises en charge et plus proches de la ville. L'un des moyens d'y parvenir est de mettre en place une **planification urbaine inclusive** qui prenne en compte tous les résidents sans créer ni aggraver la ségrégation, et qui tienne compte des défis posés par l'embourgeoisement. Par exemple, un maire devrait envisager une politique de logement qui non seulement fournisse des logements aux populations vulnérables, mais aussi intègre des logements à loyer modéré dans l'ensemble de la ville, de manière à prévenir la ségrégation.



Par exemple, le maire Jan Vartiainen a conduit la ville d'**Helsinki, en Finlande**, à affirmer son identité en tant que « smart city » inclusive, durable, économiquement viable et où tous ses habitants peuvent se sentir à l'aise.

Il s'est engagé à faire d'Helsinki une ville « riche en lieux où les gens peuvent se sentir à l'aise, comme les parcs ou les bibliothèques publiques, où les gens peuvent se rassembler autour des activités qu'ils souhaitent ». Il s'efforce également de rendre la ville plus inclusive grâce à une politique de logement intentionnelle qui non seulement aide les personnes qui en ont besoin à obtenir un logement, mais qui est également conçue pour réduire la ségrégation et l'isolement.

Faciliter l'intégration et accueillir les nouveaux résidents dans la ville, y compris ceux qui viennent d'autres pays. Les ressources qui aident les nouveaux arrivants à trouver un logement, à comprendre comment accéder aux services et à se connecter aux activités communautaires peuvent faciliter leur installation. Envisager également de proposer des cours de langue aux personnes venant d'autres pays.



À **Columbus, Ohio, États-Unis**, le maire Andrew Ginther a lancé la New American Initiative pour fournir aux réfugiés et aux immigrants qui s'établissent à Columbus un accès immédiat aux services et aux programmes de la ville afin de les aider à s'installer plus rapidement dans leur nouveau foyer et à devenir des résidents productifs et équitables. Un représentant de Columbus a déclaré à Strong Cities qu'« en tant que ville accueillante, notre principe fondamental est de renforcer la cohésion sociale de notre vaste population diversifiée qui ne cesse de croître. Par le biais d'une myriade d'efforts municipaux, le cœur de notre travail dépend de l'engagement des dirigeants communautaires, religieux et de base, et nous aidons en fait à former les futurs dirigeants communautaires par le biais de notre New American Initiative ».

Communiquez sur l'inclusion

tilisez de manière proactive les campagnes et activités de communication pour construire et renforcer l'idée que la ville est dédiée à l'inclusion. Un des moyens utilisés par les maires est de diriger l'élaboration d'une déclaration d'inclusion pour la ville qui affirme ses valeurs et son engagement non seulement à inclure, mais aussi à célébrer tous les résidents de la ville.

À **Highland Park, Illinois, États-Unis**, sous la houlette de la maire Nancy Rotering, la ville a souligné son engagement en faveur de l'inclusion par le biais de sa [Déclaration contre la haine](#), qui « condamne sans équivoque tout groupe ou individu raciste, misogyne, antisémite, anti-LGBT, capacitiste ou tout autre groupe ou individu animé par la haine qui menace de commettre des actes violents, de harceler ou de discriminer nos résidents, nos visiteurs ou le personnel de la ville ». La déclaration est [un outil puissant](#) pour le maire et les autres responsables municipaux lorsqu'ils réagissent à des événements qui vont à l'encontre des valeurs de la ville.

À **Podgorica, Monténégro**, sous la direction du maire Olivera Injac, la ville élabore une Stratégie pour la protection des droits fondamentaux afin de consolider son engagement en faveur de la protection des droits de l'homme.



Un responsable de la ville a déclaré à Strong Cities que la stratégie cherche à renforcer les efforts de la ville pour construire une identité inclusive car elle guide leurs efforts continus pour améliorer davantage les bonnes pratiques, les expériences et les résultats dans le domaine de la protection des droits fondamentaux et la visibilité des différents groupes sociaux, en particulier ceux qui sont confrontés à la marginalisation sociale et à la discrimination.



Un maire doit également réfléchir à la manière dont la ville peut se préparer à communiquer pour rejeter les idées contraires à l'éthique et condamner les incidents haineux si nécessaire, en précisant que ces derniers n'ont pas leur place dans la ville et ne peuvent pas avoir d'impact sur les valeurs fondamentales de la ville. Cela peut se faire par le biais de déclarations officielles, de messages en ligne sur les médias sociaux, ou en se solidarisant avec ceux qui ont été visés par la haine, ou en soutenant ceux qui s'y sont opposés.

Lorsque Ron DeSantis, gouverneur de **Floride, aux États-Unis**, a présenté plusieurs projets de loi visant les résidents LGBTQ+, huit maires floridiens ont signé un engagement pour soutenir le groupe de défense LGBTQ+ [GLSEN](#). Beaucoup sont allés plus loin en publiant des proclamations municipales promettant de fournir « des environnements d'apprentissage sûrs qui incluent et affirment tous les enfants ».

Dans une interview accordée à ABC News (États-Unis), le maire Harvey Ward de Gainesville, en Floride, a expliqué : « J'ai été élu maire pour tous les habitants de Gainesville et il est important pour moi que tous nos voisins, en particulier les plus jeunes et les plus vulnérables, se sentent les bienvenus et en sécurité dans notre communauté. »

Un exemple innovant de communication par l'action peut être observé à **Dabrowa Gornicza, en Pologne**.

À la suite d'une marche xénophobe dans sa ville, le maire Marcin Bazylak a assisté aux audiences judiciaires des manifestants contre la haine qui ont été inculpés pour leurs manifestations contre la marche. Dans un entretien accordé à Strong Cities, le maire Bazylak a expliqué qu'il n'était pas en mesure d'empêcher la marche xénophobe parce qu'elle avait été organisée légalement. Il pouvait toutefois faire une déclaration en assistant aux audiences judiciaires et en indiquant clairement que lui et la ville rejettent une telle xénophobie et prônent au contraire l'inclusion.



Strong Cities
Network



Entretien avec Clarence Anthony. Directeur général de la Ligue nationale des villes

Faites preuve d'inclusion

Les maires devraient adopter des politiques qui témoignent de l'engagement de la ville en faveur de l'inclusion.

Au-delà des stratégies d'institutionnalisation de l'inclusion détaillées ci-dessus, saisissez les opportunités de démontrer l'engagement de la ville en faveur de l'inclusion de manière réactive face aux défis émergents.

Les maires se mobilisent pour accueillir les réfugiés

En réponse à la crise des réfugiés, qui a vu de nombreuses villes fermer leurs portes, certains maires ont tenu à accueillir les personnes déplacées et à affirmer l'engagement de leur ville en faveur de l'inclusion.

- A **New York**, le maire Adams a publié [The Road Forward : Blueprint to Address New York City's Response to the Asylum Seeker Crisis](#) (La voie à suivre : Plan d'action pour la réponse de la ville de New York à la crise des demandeurs d'asile) en mars 2023. Le plan du maire comprend une série de mesures destinées à aider la ville à gérer l'afflux de réfugiés et à les aider à s'installer dans la ville. Il comprend la création d'un nouveau Bureau des opérations pour les demandeurs d'asile (OASO), axé sur la réinstallation, la défense et les services juridiques, ainsi qu'un programme pilote visant à fournir une formation professionnelle aux demandeurs d'asile en attente d'une autorisation de travail, et un centre d'arrivée 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, qui remplacera les opérations des autorités portuaires.
- En **Pologne**, plusieurs maires ont fait un effort concerté pour accueillir les réfugiés ukrainiens déplacés par l'invasion de leurs villes par la Russie. Les maires de Peremyshl, Rzeszow, Lublin et Chełm ont été [reconnus](#) pour leurs efforts par des insignes d'honneur ukrainiens, remis par le président ukrainien Volodymyr Zelensky, les désignant comme « villes de sauvetage ».
- À **Zahony, en Hongrie**, le maire László Helmecci s'est personnellement impliqué dans l'installation des réfugiés ukrainiens dans sa petite ville de 4 000 habitants, en équilibrant soigneusement les besoins de ses résidents et ceux des personnes nouvellement déplacées. Dans un [entretien](#) avec l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), il a expliqué : « De la coordination aux connexions en passant par les heures de travail supplémentaires, les employés municipaux jouent un rôle essentiel dans la réalisation de tous ces projets. Et pendant ce temps, nous gérons aussi une ville ».
- À **Koboko, en Ouganda**, dans le cadre de son engagement à faire de sa ville « un lieu pour tous », le maire Sanya Wilson a créé [l'Association des réfugiés du Sud-Soudan](#), chargée de rassembler et de relayer les besoins des réfugiés arrivant du Sud-Soudan afin de s'assurer que leur administration leur apporte un soutien approprié. Cet engagement actif auprès de la population réfugiée de la ville, sous l'impulsion du maire, s'est traduit par la création d'un centre de traumatologie pour soutenir leur rétablissement psychosocial et par des formations visant à leur donner les moyens de s'insérer dans le marché du travail local. Un forum d'engagement communautaire similaire est en train d'être mis en place pour la diaspora congolaise de la ville.

- À **Mardan, au Pakistan**, le maire Himayatullah Meyer a mené les efforts pour installer 432 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), soucieux de répondre aux besoins fondamentaux d'un si grand nombre de personnes sans exacerber la polarisation dans la ville. Outre la fourniture d'abris et de services de base aux personnes déplacées, le maire a également organisé des activités entre les nouveaux arrivants et la population d'accueil de la ville afin de promouvoir la compréhension mutuelle et de souligner les liens entre les deux groupes. Il a également défendu en permanence les besoins et les droits des personnes déplacées afin de faire comprendre à l'ensemble de la communauté pourquoi la ville leur apportait son soutien.



2e entretien avec le maire Jacek Jaśkowiak, Poznań, en Pologne

Célébrez l'inclusion

Organisez des célébrations publiques de fêtes et d'événements pour rassembler les populations. Veillez à inclure une sélection de fêtes représentatives des cultures de tous les résidents afin de mettre en valeur la diversité de la ville et son engagement en faveur de l'inclusion, plutôt que de l'occulter en n'honorant que les fêtes de la majorité.

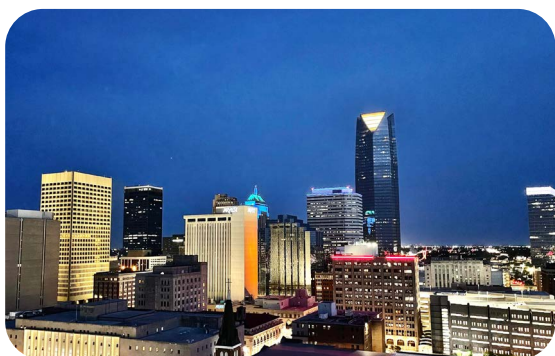
Le **Bangladesh** a institutionnalisé son engagement à célébrer la diversité religieuse. Les maires sont encouragés à adopter une approche inclusive de la célébration des fêtes religieuses et le gouvernement national

fournit à chaque maire un budget spécifique pour organiser des célébrations publiques en l'honneur des fêtes religieuses de leurs résidents. La taille du budget et son utilisation dépendent de la population de la ville et donnent aux maires l'occasion de célébrer la diversité de leur ville et de renforcer son identité en tant que lieu d'intégration où les personnes de toutes confessions sont non seulement les bienvenues, mais aussi célébrées. Ces célébrations permettent aux communautés d'une ville de se rassembler régulièrement, car les habitants se joignent souvent à un large éventail de célébrations, et pas seulement à celles qui honorent leur propre religion.

Suscitez une fierté partagée

Investissez dans les possibilités de promouvoir une identité locale partagée et la fierté d'appartenir à la ville. Par exemple, les équipes sportives constituent un point de ralliement pour les diverses communautés d'une ville, qui peuvent ainsi se rassembler psychologiquement et physiquement et créer une reconnaissance positive à l'extérieur de la ville, dont les résidents peuvent être fiers.

Oklahoma City, aux États-Unis, a réussi à créer une nouvelle source de fierté et de liens en accueillant une équipe professionnelle de basket dans la ville. L'équipe a joué un rôle important en changeant la façon dont les habitants de la ville voyaient la ville et en [formant des associations](#) parmi ceux qui, en dehors de l'État, en étaient venus à associer la ville à l'attentat meurtrier contre le bâtiment fédéral Murrah en 1995.



Un maire peut également promouvoir la fierté de la ville et unir les habitants en **investissant dans les espaces publics** et en créant des lieux et des opportunités pour que les gens s'engagent dans l'offre culturelle de la ville. Les promenades artistiques, les aires de jeux, les films en plein air et les salles de concert sont autant d'occasions pour différents groupes de se rencontrer et de partager des expériences positives de leur ville. Il peut également s'agir d'efforts visant à rendre les espaces publics existants plus sûrs et plus accueillants pour tous les résidents.

À **Rabat, au Maroc**, la maire Asmaa Rhlalou - [la première femme maire de la ville](#) - poursuit ses efforts pour rendre les espaces publics

plus sûrs pour les femmes. Selon [le président de la ville Mohamed Sadiki](#), « Rabat est engagée dans des partenariats multisectoriels pour prévenir toutes les formes de violence dans les espaces publics et privés, et s'engage à mobiliser les efforts, l'expertise et les capacités pour assurer le succès et maintenir les résultats de son programme Ville sûre avec les femmes et les filles ».



Investissez dans les citoyens actifs

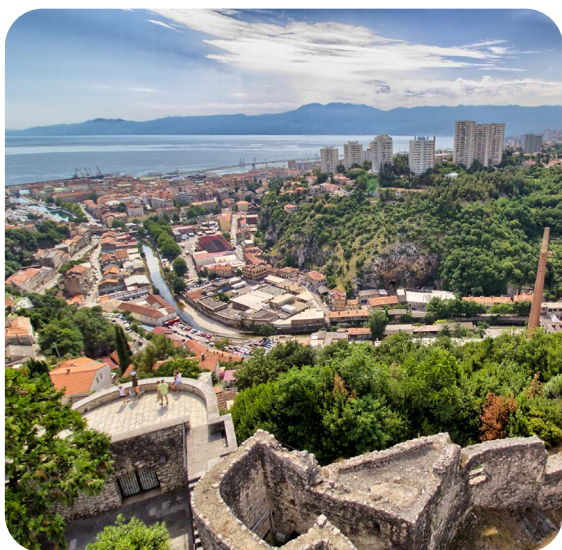
Favorisez la citoyenneté active en offrant aux citoyens la possibilité de s'impliquer directement dans le processus décisionnel local, comme les conseils municipaux ou les mairies.

Au début de son premier mandat, la maire Naszalyi de **Budavár, en Hongrie**, a initié l'élaboration d'une stratégie visant à impliquer les citoyens dans les processus décisionnels du gouvernement local. Elle a notamment institutionnalisé deux nouveaux postes au sein du gouvernement du district consacrés à l'engagement de la société civile et a lancé des réunions publiques bimensuelles qu'elle préside et qui permettent aux habitants de faire part de leurs préoccupations et de débattre des principales questions communautaires.



En outre, les maires peuvent contribuer à garantir l'engagement futur de la ville en faveur de la cohésion sociale en investissant dans les plus jeunes résidents de la ville - quelle que soit leur communauté - pour leur permettre de devenir des citoyens actifs qui valorisent l'inclusion. Développez des programmes d'éducation formelle et informelle qui enseignent la tolérance, la démocratie et le respect d'autrui, ainsi que la pensée critique, la résolution des conflits et la manière de s'engager avec des personnes qui ont des opinions différentes.

En 2016, le maire de l'époque Vojko Obersnel [a introduit l'éducation civique](#) dans les écoles élémentaires de **Rijeka, en Croatie**, pour promouvoir la non-violence, la tolérance et la solidarité auprès de certains de ses plus jeunes habitants et les aider à développer des valeurs fondées sur l'acceptation, l'inclusion, la diversité et le respect des droits fondamentaux. Pour soutenir le programme, Rijeka a élaboré un manuel - L'élève citoyen - ainsi que des ressources d'appui que les élèves utilisent tout au long de leur éducation civique, qui dure de la cinquième à la septième année et introduit progressivement les concepts de l'éducation civique.



S'engager avec les communautés

La proximité du maire avec les habitants de la ville et, lorsqu'il est élu localement, sa responsabilité envers eux, font qu'il est bien placé pour nouer des relations fortes et personnelles avec les différentes communautés de sa ville. Cette démarche peut contribuer à renforcer la confiance dans les collectivités locales - ce qui favorise la citoyenneté active - et crée un canal de communication bidirectionnel qui permet aux maires de comprendre ce qui se passe dans leur ville et les met en bonne position pour mobiliser une réponse en cas de besoin, par exemple à la suite d'un incident motivé par la haine ou l'extrémisme. Cela est particulièrement important pour identifier les signes de troubles au sein des communautés ou entre elles et pour travailler avec des chefs de communauté de confiance afin de les résoudre avant que ces tensions ne débouchent sur des violences motivées par la haine ou l'extrémisme. Ces relations deviendront encore plus cruciales si la ville est confrontée à une crise ou à un incident violent et que le maire doit mobiliser une réponse à l'échelle de la ville.

Pour que l'engagement soit fructueux, le maire doit chercher à développer des relations de confiance et mutuellement bénéfiques et faire preuve d'une volonté sincère à apporter son soutien. La confiance peut être entamée lorsque les fonctionnaires locaux se rendent dans les communautés uniquement pour obtenir des informations ou formuler des demandes. Un maire doit être attentif aux besoins de cette communauté et à la manière dont la ville peut contribuer à les satisfaire.

**Strong Cities
Network**



Entretien avec Hassan Naveed, directeur exécutif du Bureau pour la prévention des crimes de haine, Bureau de la justice pénale du maire de New York

Donnez du pouvoir aux communautés pour promouvoir la cohésion sociale

Un maire doit réfléchir aux moyens d'adopter une approche individualisée de l'engagement communautaire qui donne à chaque communauté ce dont elle a besoin et lui permet de s'approprier l'élaboration de ses propres solutions.

En plus d'offrir des programmes et des services largement applicables - comme ceux décrits dans la section ci-dessus - les dirigeants locaux devraient donner aux communautés la possibilité de définir leurs propres défis et leurs propres solutions. Quelle que soit l'approche retenue, le maire doit la formaliser et identifier les moyens de la financer (que ce soit par le biais d'un financement de l'autorité locale, de sources non gouvernementales ou d'une combinaison des deux) sur le long terme afin de s'assurer qu'elle est cohérente et durable.



Antiracisme à Edmonton, Canada

Préoccupé par les incidents racistes visant les musulmans et les personnes de couleur à Edmonton, le maire Amerjeet Sohi a dirigé la création d'une [Stratégie antiraciste](#). La stratégie a été élaborée en consultant les personnes les plus touchées par le racisme afin de comprendre leurs expériences et leurs besoins. En conséquence, la stratégie a appelé à la création d'une organisation communautaire dotée de toutes les ressources nécessaires et dédiée à la lutte contre le racisme, et a fourni un financement de base et opérationnel durable ainsi qu'un renforcement des capacités aux organisations communautaires qui mènent des actions de lutte contre le racisme et la haine, un financement spécifique étant accordé en particulier aux organisations dirigées par des personnes de couleur.

Afin de garantir que les communautés de couleur puissent continuer à faire entendre leur voix dans l'orientation de l'action antiraciste de la ville, la stratégie prévoit également la création d'un comité consultatif antiraciste du conseil municipal, chargé de conseiller le conseil municipal sur les questions liées au racisme. Cela a permis de s'assurer que la stratégie qui en a résulté apporterait le bon type de soutien et de créer un canal durable pour une communication et une coopération permanentes.

La ville d'Edmonton a fait part publiquement de son engagement en faveur de l'inclusion sur son site web. « Au niveau de la ville, nous pensons que tous ceux qui vivent ici sont des habitants d'Edmonton, que tous les habitants d'Edmonton méritent de se sentir chez eux ». Edmonton place les communautés concernées au centre de ses efforts pour faire de cette vision une réalité.

Rendez-vous disponible

Montrer aux gens qu'un maire est prêt à prendre du temps pour eux et à leur fournir un accès régulier peut contribuer à renforcer la confiance et à créer une base plus solide pour la résolution des problèmes. Les maires devraient envisager de fixer une heure à laquelle les habitants peuvent se rendre à la mairie pour discuter de leurs préoccupations ou programmer des réunions régulières au cours desquelles les habitants peuvent se réunir en groupe pour aborder des questions ou échanger des idées. Les maires peuvent également envisager de créer des plateformes en ligne où les habitants peuvent faire part de leurs préoccupations ou de leurs idées directement à l'administration.

À **Masaka City, en Ouganda**, les habitants peuvent rencontrer le maire Florence Namayanja tous les vendredis sans rendez-vous. Le maire a déclaré à Strong Cities que cette ouverture incite les gens à partager avec la municipalité des informations qu'ils seraient autrement réticents à fournir.

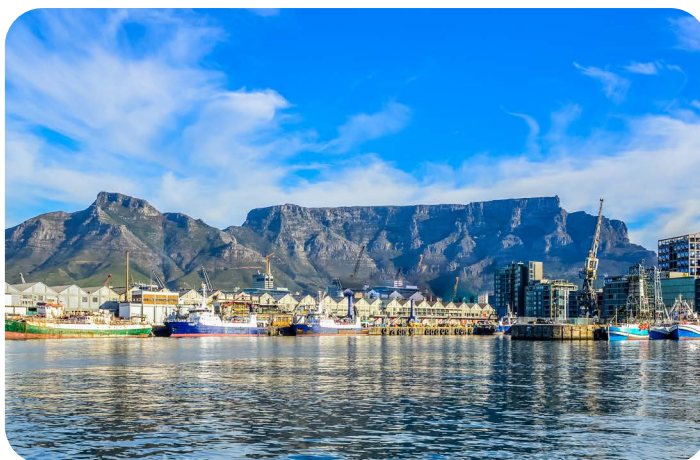
Au **Le Cap, en Afrique du Sud**, le public est invité le premier jeudi de chaque mois à dialoguer directement avec les fonctionnaires, que ce soit pour donner son avis ou pour ouvrir une ligne de communication sur les besoins spécifiques des citoyens.



L'engagement communautaire peut également être renforcé lorsque les fonctionnaires municipaux se mettent régulièrement à la disposition du public en jouant un rôle de liaison spécifique.

Sous la direction du maire Bruce Harrell, **Seattle, Washington, États-Unis**, a adopté une « approche à haute visibilité » de la gouvernance, dans laquelle les fonctionnaires sont intégrés dans toutes les parties de la communauté dans des rôles désignés tels que les agents de soutien à la communauté.

L'objectif est d'éliminer les obstacles au signalement et d'instaurer la confiance nécessaire pour que les résidents se sentent à l'aise pour faire part de leurs préoccupations de manière proactive.



Aider à désamorcer les tensions intercommunautaires en offrant un espace sûr aux différents groupes pour qu'ils se rencontrent.

En entretenant des relations productives avec les différentes communautés d'une ville, un maire sera mieux à même d'identifier les tensions entre les groupes et le moment où ces tensions risquent de dégénérer en violence. Le maire doit réfléchir à la manière dont il peut s'engager avec ces communautés, à la fois séparément et ensemble, pour trouver un terrain d'entente afin qu'elles puissent traiter leurs problèmes ensemble et travailler à une relation plus apaisée.

Ces activités peuvent être ciblées sur des groupes spécifiques afin de désamorcer les tensions existantes.

Un exemple de cette approche se trouve dans la ville de **Bulawayo, au Zimbabwe**, où, sous la direction du maire Solomon Mguni, la ville a organisé des réunions régulières avec tous les partis politiques présents dans la ville dans l'espoir de combler le fossé politique croissant qui affectait la cohésion de la ville.

Ils ont également organisé des forums publics où des dirigeants de tout l'éventail politique ont pu s'adresser aux communautés dans le cadre de débats constructifs qui ont favorisé l'apprentissage et atténué les conspirations politiques.

Ces activités peuvent également être organisées de manière plus large afin de rassembler des groupes pour célébrer la diversité culturelle.

À **New York City, New York, États-Unis**, les habitants sont invités à partager un repas et à découvrir les différentes cultures et traditions qui composent cette ville hétéroclite. Organisé par le bureau de la ville de New York pour la prévention des crimes de haine (OPHC), le maire Eric Adams a lancé Breaking Bread, Building Bonds pour briser les barrières et la ségrégation entre les différentes communautés. Le maire Adams a lancé le programme en se fondant sur la conviction que la prévention de la haine, de l'extrémisme et de la polarisation exige que les individus s'engagent au-delà de leurs cercles sociaux et s'engagent à en apprendre davantage sur les cultures et les traditions qui diffèrent des leurs.



Communiquer stratégiquement

Le maire et ses services doivent adopter une approche active de la communication en matière de prévention et de réponse. Il s'agit notamment d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de communication avec les habitants et les autres acteurs clés afin d'établir l'identité inclusive et pacifique d'une ville et de répondre aux incidents, messages ou propagande motivés par la haine ou l'extrémisme.

Communiquez en faveur de la paix

Les campagnes de communication sur la ville peuvent également démontrer son engagement en faveur de l'inclusion et servir d'alternative critique à la rhétorique extrémiste qui cherche à cibler des communautés spécifiques au sein d'une ville. Ces campagnes peuvent s'adresser aux habitants de la ville et à ceux de l'extérieur afin d'établir ou de rétablir l'identité d'une ville.

Par exemple, sous la direction du maire Carlos Moedas, Lisbonne, au Portugal, a cherché à redéfinir ce que signifie être un résident en développant la campagne de communication publique « [Somos os Direitos que temos](#) » (« Nous sommes nos droits ») en 2022. La campagne visait à renforcer la sensibilisation à la diversité, aux droits fondamentaux et à l'inclusion, et à mettre en évidence la fierté de la ville pour sa diversité.



Tenez les résidents informés

Communiquez sur les opportunités, les événements et les programmes qui leur sont proposés dans la ville et sensibilisez aux stratégies et aux activités menées par la ville en matière de prévention. Cette communication permettra de maximiser l'impact de ces initiatives et de promouvoir une participation active. Ceci est particulièrement important pour cibler les communautés qui ont été historiquement exclues ou qui ont été difficiles à atteindre. Les maires doivent adopter une approche stratégique lorsqu'ils ciblent spécifiquement ces groupes. Il s'agit notamment de diffuser des messages dans les langues locales appropriées et de tirer parti des supports et des plateformes – en ligne et hors ligne – que ces groupes fréquentent.

À **Narayanganj, au Bangladesh**, la maire Salina Hayat Ivy et son administration ont donné la priorité au droit des citoyens à l'information numérique et à la numérisation des services. Lors d'un entretien avec Strong Cities, la maire Ivy a expliqué que cela a permis aux habitants d'avoir un accès plus cohérent, transparent et immédiat aux informations de la ville, ainsi qu'un accès direct à la maire et aux autres fonctionnaires qui peuvent utiliser la plateforme pour répondre à leurs besoins, leurs doléances et leurs suggestions. Les agents d'information sont également à la disposition de chaque citoyen par un simple clic en ligne ou un appel téléphonique.



En **Ouganda**, les maires utilisent les émissions de radio - un média populaire dans tout le pays - pour tenir leurs habitants au courant de l'évolution de la situation et assurer un leadership plus visible. Les maires devraient envisager d'utiliser différents supports et plateformes, y compris les médias sociaux et les applications de messagerie directe, qui sont populaires et facilement accessibles par différentes catégories démographiques afin d'atteindre le plus grand nombre de personnes possible.

Répondre à la haine et à l'extrémisme

Soyez prêts à réagir en cas d'incidents ou de campagnes de messages extrémistes ou haineux. Ils peuvent viser l'équipe municipale, voire le maire directement, ou le grand public. Les maires doivent utiliser la communication de manière stratégique pour réaffirmer la position de la ville sur la haine, lutter contre la désinformation, contrer les idéologies extrémistes et promouvoir la paix.

Ces campagnes peuvent également être utilisées pour témoigner de la solidarité avec les communautés qui ont été prises pour cible ou pour faire baisser la tension entre les groupes à la suite d'un incident.

Alertée par la forte augmentation des crimes de haine anti-asiatiques au cours de la première année de la pandémie de COVID-19, la ville de New York a collaboré avec l'artiste multidisciplinaire Amanda Phingbodhipakkiya pour mettre au point une campagne artistique ciblée, « [I Still Believe in Our City](#) ». Sous la direction de l'ancien maire Bill de Blasio, l'OPHC de la ville de New York et le département de l'éducation de la ville ont également élaboré un guide de ressources sur l'éducation à la haine anti-asiatique, ainsi qu'une série d'autres ressources, notamment des bandes dessinées, des podcasts, un poème parlé, des vidéos et d'autres éléments multimédias. L'œuvre d'art a été exposée dans des lieux publics de la ville, accompagnée de messages puissants contre la haine et d'informations sur l'initiative, ainsi que sur les médias sociaux.



By artist Amanda Phingbodhipakkiya for NYC's "I Still Believe in Our City" campaign.

Conseils pour l'élaboration d'une stratégie de communication

Pour aider à communiquer de manière à la fois proactive et réactive, un maire peut diriger le développement d'une stratégie de communication bien définie qui peut être utilisée selon les besoins. Une telle stratégie doit :

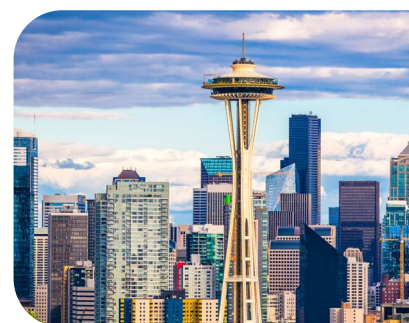
- **Fournir des conseils** sur quand, comment et qui doit communiquer dans différents scénarios. Veillez à ce que chacun puisse communiquer en toute confiance et conformément aux lignes directrices et aux stratégies de la ville en élaborant un manuel de communication. Pour assurer la cohérence entre les différents messagers, cette stratégie devrait inclure et expliciter une terminologie et des messages importants.
- **Définir le rôle des différents messagers**, en reconnaissant les limites des messages officiels de la ville et en utilisant des messagers et des partenaires crédibles pour combler les lacunes en matière de confiance et de crédibilité. Ceci comprendra des messagers habilités au sein de l'administration locale et parmi les acteurs de la société civile, comme des dirigeants communautaires et/ou religieux.
- **Intégrer un éventail de supports**, de plateformes et de langues pour toucher tout le monde. Si les sites web des institutions constituent une bonne source d'information, ils ne sont pas toujours le meilleur moyen d'atteindre un public large et varié. Envisagez d'utiliser des plateformes en ligne populaires pour atteindre des publics plus jeunes et d'utiliser des espaces hors ligne populaires pour transmettre des messages directement à une communauté cible. Réfléchissez également aux supports qui seront les plus inclusifs pour les personnes handicapées.
- **Inclure une gamme de modèles** pour accélérer la création de contenu et établir une marque reconnaissable pour

les communications menées par la ville. Les modèles permettront à une ville de développer de nouveaux contenus et de nouvelles ressources rapidement et à moindre coût, tout en garantissant une cohérence dans la forme et le style des productions municipales.

Renforcer les capacités

La meilleure façon d'assurer la prévention est d'adopter une approche englobante de la société, dans laquelle les acteurs de tous les secteurs et de tous les niveaux peuvent jouer leur rôle de manière efficace pour soutenir le plan ou la politique de la ville. Cela peut nécessiter de renforcer les compétences des différents acteurs par le biais de formations et de ressources, en particulier pour ceux dont le rôle n'est pas explicitement de prévenir la haine et l'extrémisme ou qui n'ont pas d'expérience en la matière. Pour tirer le meilleur parti de son équipe et des autres parties prenantes, le maire doit envisager d'identifier les compétences spécialisées et de fournir un accès à la formation et aux ressources qui permettent d'améliorer la situation :

- Connaissance de la haine, de l'extrémisme et des menaces connexes pour la sécurité publique et la cohésion sociale, et compréhension de la manière dont la désinformation et les théories du complot les alimentent. Il peut s'agir du contexte théorique et des approches qui sous-tendent le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que des menaces spécifiques auxquelles la ville est confrontée, telles que les sentiments anti-migrants, anti-LGBTQ+, antisémites, islamophobes ou d'autres formes de haine ou de lutte contre les institutions, et les dynamiques locales qui alimentent bon nombre d'entre elles.



- Les connaissances et les compétences nécessaires pour concevoir, gérer et évaluer des projets de prévention qui suivent l'approche « ne pas nuire ». Ceci s'avère particulièrement important pour la société civile et les acteurs communautaires qui peuvent chercher à obtenir un soutien pour mettre en œuvre des programmes dans leurs communautés.
- Connaissance des cadres stratégiques locaux et nationaux de prévention et de réponse et de leur rôle dans le soutien à la prévention et à la réponse.
- Procédures de signalement et de réponse aux situations potentiellement dangereuses.
- La communication et l'engagement des autorités locales avec les habitants de la ville, en particulier lorsqu'ils travaillent avec des personnes potentiellement vulnérables.

Chaque maire doit garder à l'esprit la nécessité de veiller à ce que la formation et les autres formes de soutien soient disponibles en permanence. De la sorte, chaque acteur peut acquérir des compétences et des connaissances pertinentes de manière durable, plutôt que par le biais de sessions d'une journée, et se tenir au courant des nouveaux développements et approches.

À **Malines, en Belgique**, par exemple, la ville met des formations à la disposition des organisations locales et consacre un budget au soutien de l'innovation chez les jeunes. Une partie de la formation s'adresse spécifiquement aux animateurs de jeunesse et a été élaborée en collaboration avec des animateurs de jeunesse et des éducateurs afin d'aider les professionnels à créer des espaces sûrs pour les jeunes. Les [ressources](#) sont disponibles en ligne, dans le cadre du projet ORPHEUS de l'Union européenne.

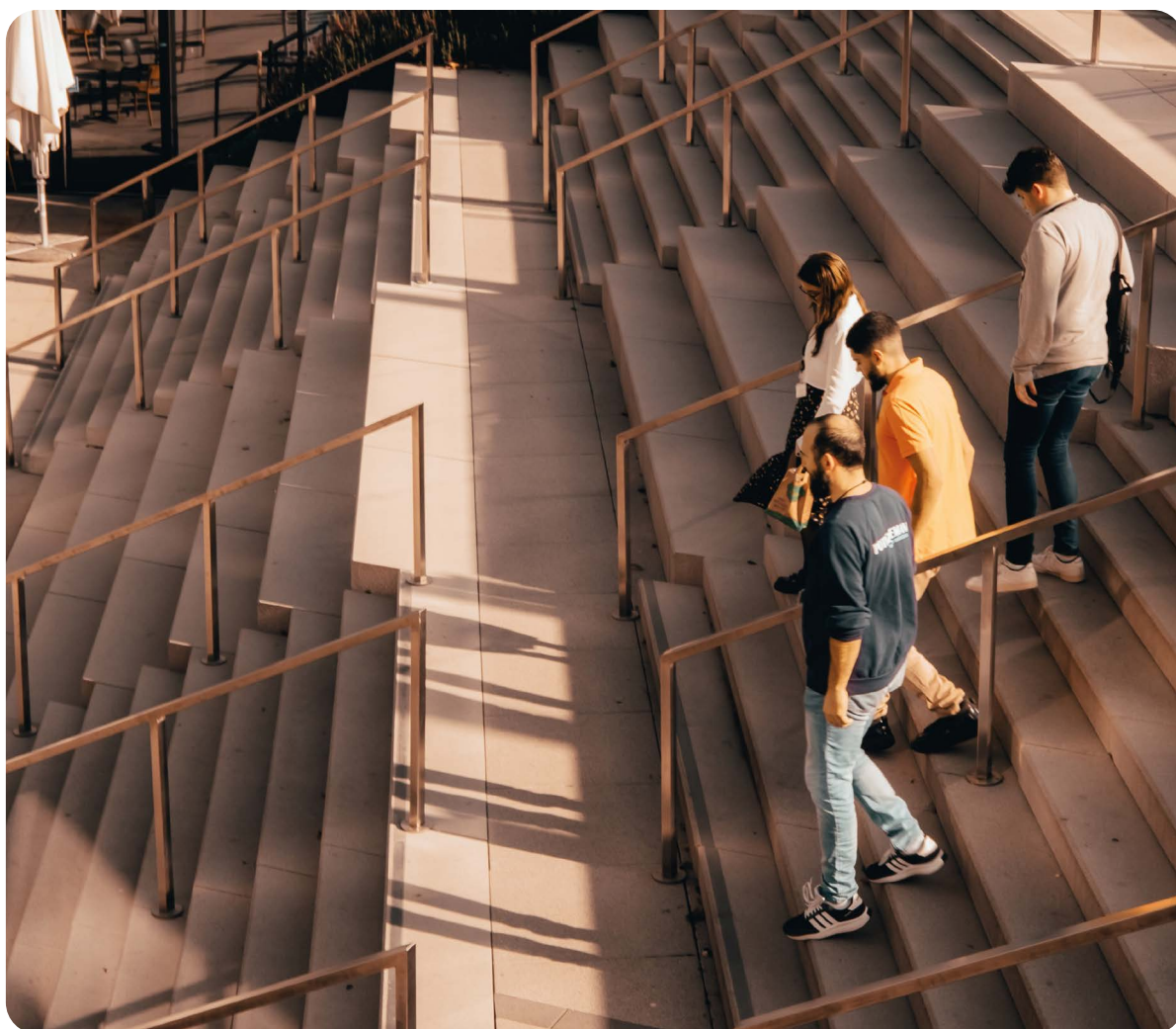
Strasbourg, en France, propose [une formation](#) sur l'extrémisme et la prévention à ses partenaires locaux, y compris des réunions d'information régulières sur les menaces animées par des experts en la matière. La formation est proposée le plus largement possible, ce qui favorise la mise en réseau et l'établissement de relations entre les organisations participantes.

Des formations peuvent également être dispensées afin de renforcer la confiance et d'améliorer les relations entre les résidents et les acteurs de première ligne. Trois villes américaines fournissent des exemples instructifs.

Sous la direction du maire Roterling, **Highland Park, en Illinois**, collabore avec l'Anti-Defamation League (ADL) pour dispenser une formation à la lutte contre les préjugés et à la sensibilité culturelle à tous ses agents de police, dans le cadre des initiatives de diversité et d'inclusion plus larges de la ville, afin d'améliorer les relations entre les habitants et la police et de renforcer la résilience de la ville face à la haine et à l'extrémisme.

Houston, au Texas, sous la direction du maire Sylvester Turner, s'efforce d'améliorer la police de proximité en travaillant directement avec la communauté et en donnant aux groupes communautaires les moyens de dispenser une formation aux forces de l'ordre sur des sujets allant de la santé mentale à la sensibilité culturelle et à l'inclusion.

À **Seattle, État de Washington**, en février 2020, le maire de l'époque, Jenny Durkan, a signé un décret exécutif pour lutter contre les crimes de haine et les délits de partialité. Le décret a désigné le Bureau du médiateur des employés (OEO) comme l'une des unités chargées de traiter ces questions, l'OEO étant ensuite chargé d'organiser une formation pour tous les employés de la ville sur la prévention de la haine et de la polarisation sur le lieu de travail.



Chapitre 3

Réponse

En temps de crise, les citoyens se tournent vers leurs dirigeants élus et les institutions publiques pour obtenir des conseils. Dans le cas d'une attaque motivée par la haine ou l'extrémisme, les maires seront appelés à diriger la réponse de leur ville pour gérer les retombées immédiates tout en planifiant des réponses à moyen et long terme pour sécuriser leur ville, soutenir leurs résidents et s'assurer qu'elle se reconstruit plus forte et plus résiliente. Les maires et autres responsables locaux doivent souvent prendre des décisions rapides face à l'incertitude afin d'éviter les faux pas qui pourraient éroder la confiance de plusieurs organismes ou des citoyens, ou faire dérailler les futurs efforts de reconstruction.

L'absence d'un leadership fort et visible de la part du maire dans un environnement après un attentat peut réduire la confiance dans la capacité du maire à diriger la ville et dans la capacité de l'administration locale à gérer les crises. Par exemple, selon un fonctionnaire municipal d'**Oslo, en Norvège**, au lendemain des attentats de 2011 à Oslo et à Utøya, « le leadership du maire a inspiré la confiance dans le fonctionnement du système ».

Dans l'environnement complexe d'informations et de menaces d'aujourd'hui, il est nécessaire de mettre en place des plans pour mettre en commun les ressources des différentes agences, contrer la probabilité d'une panique générale et/ou d'une violence de représailles, naviguer dans l'espace en ligne et communiquer efficacement avec les survivants et leurs réseaux qui sont directement touchés.

Ce chapitre se concentre sur les points clés qu'un maire devra prendre en compte pour élaborer une réponse efficace et sensible à la suite d'une attaque motivée par la haine ou l'extrémisme :

- Coordination entre les acteurs locaux, ainsi qu'avec les équipes d'intervention nationales, afin de répondre aux divers besoins locaux tout en minimisant les doublons.
- Communication avec le public pour éviter la panique, le tenir informé de l'incident et de la réponse de la ville, et minimiser l'espace pour la désinformation et les récits conspirationnistes.
- Différents moyens d'apporter soutien et réconfort aux habitants, en accordant une attention particulière aux communautés qui ont été directement visées par l'attentat.
- Stratégies visant à atténuer les retombées à moyen et à long terme.

Avant tout, le maire doit s'efforcer de renforcer la confiance et l'unité entre la population et les autorités locales. Cela permettra de jeter les bases des efforts ultérieurs.

Dans les premiers instants qui suivent une attaque



Prenez un moment.

Les heures à venir seront difficiles.

Prenez le temps de vous préparer mentalement et physiquement. Bien que cela puisse paraître anodin, il est essentiel de trouver le bon état d'esprit pour prendre des décisions rationnelles sous pression.



Analysez la situation.

Obtenez une image aussi complète que possible de l'attaque :

- Existe-t-il un risque persistant en matière de sécurité ?
- Comment la situation pourrait-elle s'aggraver ?
- Quels sont les acteurs de l'urgence sur le terrain ?
- Certaines communautés ou institutions ont-elles besoin d'une protection immédiate ?



Vérifiez la chaîne de commandement.

Assurez-vous de connaître et de communiquer la chaîne de commandement, afin que toutes les équipes connaissent et respectent le rôle de chacun.

Définissez des hiérarchies claires pour la prise de décision, des délais pour les mises à jour et un porte-parole pour rationaliser les messages publics.



Identifiez les priorités.

Des priorités claires guideront et justifieront les prochaines étapes.

Assurez-vous de communiquer ces priorités en interne et au public.

Faites en sorte que les décisions prises à l'avenir soient conformes à ces principes.

Coordonner la réponse locale

Un incident motivé par la haine ou l'extrémisme déclenche généralement une vaste gamme de réponses et d'intervenants, tant au niveau local que national. Chacun d'entre eux aura un rôle important à jouer, mais ils ne pourront travailler efficacement que si leurs efforts sont coordonnés afin qu'ils se complètent sans contradiction ni redondance. En tant que responsable local le plus haut placé, le maire est souvent le mieux à même de coordonner les efforts de plusieurs agences en vue d'apporter un soutien local et d'assurer la liaison avec les agences nationales pour diriger les actions.

Trop souvent, les gouvernements nationaux dictent les réponses d'après-crise à l'exclusion des autorités locales, même si c'est vers le maire et les dirigeants locaux que les habitants de la ville se tourneront pour obtenir des informations et du soutien. Même si un maire n'a pas de mandat d'intervention explicite, il est essentiel qu'il puisse affirmer son leadership pour diriger l'effort de réponse.

Dirigez à partir du terrain

Une fois l'incident neutralisé, les maires doivent, dans la mesure du possible, se rendre sur le terrain pour consulter les survivants, les familles endeuillées, les intervenants de première ligne et les responsables locaux afin d'identifier les lacunes dans la réponse, les besoins psychosociaux et autres.

« Les actions les plus remarquables que nous avons entreprises, qui ont eu un impact direct sur la lutte contre les opérations terroristes et une influence positive sur la population, sont celles qui nous ont permis de faire partie intégrante de la communauté. Cela signifie qu'il faut être présent dès l'instant zéro à l'événement avec notre communauté pour lui apporter un soutien et renforcer sa résilience, ainsi que pour orienter tout le monde vers la recherche de solutions réelles au problème. »

Maire Ibrahim Khalil Awsaj,
ville de Ramadi, en Irak

Le maire doit veiller à ce que chacun connaisse son rôle et dispose de ce qui est nécessaire pour l'assumer. Lors de l'attribution des rôles et des responsabilités, il convient de se demander si certaines personnes sont mieux placées pour assurer la liaison avec certaines communautés.

À la suite de l'attentat du marathon de 2013 à **Boston, Massachusetts, États-Unis**, le maire Thomas Menino a fait partie du centre de commandement unifié qui a supervisé la réponse de la ville. Grâce à cette structure regroupant plusieurs agences, le maire a pu attribuer des rôles et des responsabilités pour les différents aspects de la réponse, et élaborer des messages clairs, concis et unifiés à diffuser par le maire et d'autres responsables de la ville. Cela a permis d'assurer la cohérence du message façonné par les multiples services municipaux et les intervenants en cas d'urgence.

Coordonnez votre action avec celle des autorités nationales

Dans la plupart des cas, un attentat motivé par l'extrémisme ou la haine déclenche une réponse du gouvernement national, ainsi que des agences au niveau de l'État, de la province ou de la région, le cas échéant. Ce soutien est essentiel pour la réponse, mais il peut créer des problèmes de coordination, en particulier lorsque la réponse nationale ne s'aligne pas immédiatement sur les besoins locaux. Une partie du rôle d'un maire consistera à assurer la coordination avec ces différentes agences et à défendre les besoins de ses administrés, en servant de tampon, le cas échéant, entre les acteurs nationaux et locaux sur le terrain. Ce faisant, le maire doit veiller à ce que les voix qui s'expriment à d'autres niveaux n'étouffent pas les voix locales et n'éclipsent pas leurs points de vue, leurs préoccupations et leurs besoins.

Communiquer avec le public

« En jouant un rôle proactif dans la communication avec le public, le maire peut modeler le récit afin de promouvoir l'unité, la résilience et le soutien de la communauté. Une gestion efficace de la désinformation garantit que des informations fiables parviennent au public, ce qui atténue la panique et facilite une réponse coordonnée ».

Représentant, Ville de Sarajevo,
Bosnie-Herzégovine

Après un attentat extrémiste ou motivé par la haine, les maires doivent être au premier plan de la communication publique. Ces communications initiales donnent le ton de la réponse et peuvent contribuer à atténuer les retombées supplémentaires de la désinformation, des informations erronées et des récits conspirationnistes. La peur et l'incertitude créent un terrain fertile pour la désinformation, ainsi que pour les acteurs malveillants qui souhaitent profiter de la situation pour répandre la haine. Cela peut saper l'effort de réponse en semant la panique ou en alimentant une polarisation qui peut gravement nuire à la cohésion sociale et conduire à de nouvelles violences à l'avenir. Il est donc essentiel que le maire aide la ville à anticiper ces menaces en communiquant clairement, fréquemment et tôt pour établir le récit officiel de l'événement et calmer les incertitudes dans la mesure du possible.

D'une manière générale, le maire doit préconiser que la ville se confie autant que possible afin d'éviter la propagation de rumeurs, de fausses informations et de désinformation, dans les limites des protocoles de sécurité ou de partage d'informations pertinents. Même s'il n'y a pas de mises à jour immédiates, il est essentiel de décrire les mesures prises et les éventuels obstacles à l'action ou les causes de retard. La transparence est la pierre angulaire de la confiance.

Le maire doit garder à l'esprit trois principes fondamentaux en matière de communication après un incident :

- **Accessibilité** : La communication doit être aussi simple et directe que possible. Évitez le jargon, restez concis dans vos messages et assurez la traduction - y compris l'interprétation en langue des signes - lorsque cela est nécessaire, en fonction de la composition de la communauté.
- **Équilibre** : Les messages doivent concilier le besoin d'informer - et de réduire l'espace pour les récits conspirationnistes - avec la nécessité de minimiser la peur et les tensions intercommunautaires après la crise. Concentrez-vous sur la ville et ses communautés plutôt que sur le(s) coupable(s) et évitez toute rhétorique belliciste ou chargée au profit d'un langage qui met l'accent sur l'unité et la résilience en tant que moyen de rétablissement.
- **Transparence** : Les dirigeants doivent faire preuve de transparence quant à la réponse de la ville. Cela est essentiel pour maintenir la crédibilité et la confiance des communautés touchées. Au fur et à mesure que la ville tire des enseignements de sa réponse, ceux-ci doivent être partagés avec le public.



✦ **Entretien avec Nancy Rotering,**
maire de Highland Park, États-Unis

Phases de la communication après un incident

La communication après un incident comporte trois phases principales. Les communications doivent s'aligner sur les priorités fixées à la suite de l'attaque et être cohérentes tout au long des phases afin de fournir des messages qui informent, rassurent et instaurent la confiance.

Phase 1 : Réaction immédiate et engagement

Que ce soit en personne ou par l'intermédiaire de son équipe, le maire devra veiller à ce que les habitants de la ville soient informés de la situation et de la réponse de la ville, en gérant l'insécurité et les attentes. Immédiatement après un attentat ou pendant une crise, il est important de se concentrer sur la fourniture de conseils de sécurité, ainsi que sur les mises à jour officielles concernant l'événement et la réponse des autorités locales. Cela peut se faire en coopération avec les médias locaux, par les canaux de médias sociaux officiels du maire et/ou via tout autre canal de communication rapide disponible.

Pour aider la population à reprendre le contrôle, les informations partagées doivent être opportunes, claires, concises, pertinentes, non contradictoires, accessibles à toutes les personnes concernées et provenant de sources crédibles. Dans [le suivi immédiat](#), il est essentiel de fournir des conseils de sécurité, des informations sur les personnes en danger et sur la manière d'obtenir une aide pratique.

Phase 2 : Première déclaration et/ou apparition officielle

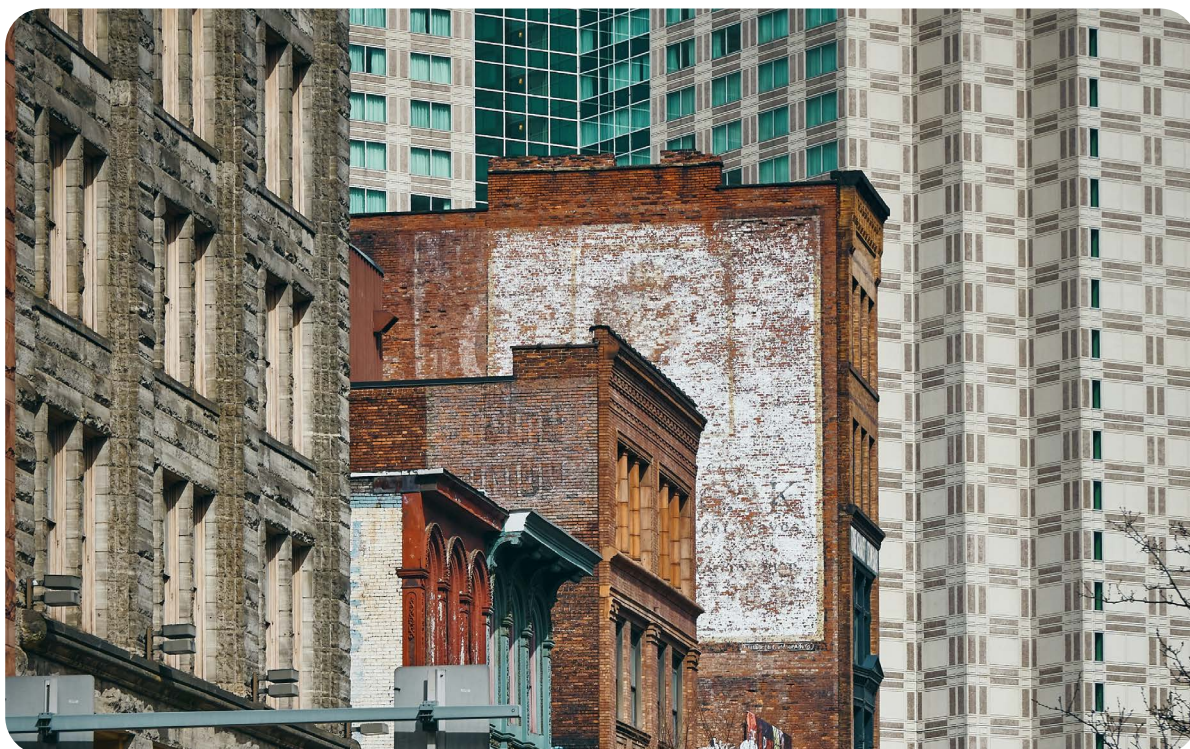
Il est essentiel que le maire réussisse sa première déclaration publique officielle et/ou sa première apparition, car les gens le tiendront pour responsable de ses paroles et de ses réactions. Bien que la situation immédiate puisse sembler monolithique, il est important de planifier stratégiquement à moyen et à long terme afin de s'assurer que les communications précoces puissent soutenir les efforts de reconstruction futurs. Un maire doit s'efforcer de communiquer sa force tout en promouvant une réponse unifiée. Les maires ont donné quelques conseils sur la manière d'aborder une déclaration après un incident.

- S'exprimer explicitement contre la haine, la violence et l'extrémisme ; dire clairement qu'ils n'ont pas leur place dans la ville et qu'ils n'y gagneront pas.

- Appel à l'unité, réaffirmant l'identité inclusive de la ville et appelant les habitants à se rassembler et à trouver leur force les uns dans les autres.
- Concentrer les déclarations sur la ville et ses communautés plutôt que de donner une tribune au(x) coupable(s), à ses(leurs) motivations ou à son(leur) manifeste. Éviter de prononcer le nom de l'auteur afin de ne pas le glorifier par la notoriété ou le martyr (ce à quoi les auteurs aspirent souvent), en particulier s'il opère dans des espaces radicalisés en ligne.
- Évitez les propos bellicistes ou réactionnaires qui renforcent les sentiments de peur et d'antagonisme. Reconnaître le profond sentiment de violation et de colère qu'éprouvent les gens après un attentat, mais veiller à ne pas attiser les tensions en appelant à des représailles.
- Réduire les tensions et les risques de représailles fondées sur la race, l'appartenance ethnique, la religion ou la tribu. Si des membres d'une communauté spécifique ont perpétré l'attaque, il faut être conscient des réactions négatives potentielles à l'égard de cette communauté.

Phase 3 : Premiers engagements directs

Les premiers engagements du maire seront tout aussi importants pour démontrer ses priorités. Par exemple, les personnes auxquelles le maire rend visite en premier (par exemple, les survivants à l'hôpital, d'autres institutions liées à la cible de l'attentat, des écoles), les médias auxquels il s'adresse et les allégeances politiques potentielles qui pourraient se manifester. Le maire doit veiller à ce que ses actions soient cohérentes et conformes aux priorités qu'il a fixées dès le début de son mandat.



Conseils du maire Bill Peduto sur la communication à la suite d'une attaque motivée par la haine

En octobre 2018, un homme est entré dans la synagogue Tree of Life à **Pittsburgh, en Pennsylvanie**, et a ouvert le feu sur les fidèles pendant les célébrations du shabbat, tuant 11 personnes et en blessant six autres, dont quatre officiers de police. Il s'agit de l'attentat antisémite le plus meurtrier de l'histoire des États-Unis. L'ancien maire de Pittsburgh, Bill Peduto, aujourd'hui conseiller senior du Strong Cities Network, a partagé son expérience et les points de décision de sa réponse :

1. **Disposer de plusieurs dispositifs et mécanismes de communication fonctionnant à partir de différentes sources** (signal téléphonique, Ethernet, radiofréquence) pour les communications internes et externes. Lors de l'attaque, le maire Peduto a voulu communiquer le plus possible avec le public, en s'inspirant de la réaction à l'attentat à la bombe du marathon de Boston en 2013, mais le réseau téléphonique est tombé en panne et son agent d'information n'a pas pu utiliser son téléphone.
2. **Faire preuve de transparence et de franchise à l'égard du public en ce qui concerne la réponse officielle** Même s'il n'y a rien de nouveau à dire, dites qu'il n'y a rien de nouveau à dire.
3. **Soyez transparent sur vos priorités à court terme afin de gérer les attentes.** Le maire Peduto a d'emblée déclaré au public que sa première priorité serait les victimes et leurs familles ; deuxièmement, les blessés ; troisièmement, la communauté juive ; quatrièmement, l'ensemble de la communauté de Pittsburgh.
4. **Utilisez vos priorités pour guider toutes vos actions futures :** À la suite de l'attentat, il a été envisagé de fermer une grande route devant la synagogue. Le directeur de la sécurité publique ne voulait pas le faire car il s'agissait d'une route principale vers plusieurs hôpitaux. Les familles des victimes étant sa première priorité, le maire Peduto leur a demandé ce qu'elles souhaitaient. Elles voulaient que la route soit ouverte, elle l'est donc restée.
5. **N'oubliez pas que les traumatismes peuvent avoir des conséquences inattendues.** Même si quelqu'un vit à 25 km d'un attentat, qu'il n'appartient pas au groupe visé et qu'il n'a aucun lien avec l'incident, cette personne peut être affectée par ce traumatisme.
6. **Ne politisez pas l'événement.** Il y aura toujours des occasions de parler des ramifications politiques et de la législation qui pourrait aider à prévenir de futurs attentats. Toutefois, immédiatement après une attaque n'est pas le moment d'agir.

Soutenir les communautés

Lorsqu'une ville se remet du traumatisme causé par une attaque motivée par la haine ou l'extrémisme, le maire peut encourager ce processus en apportant un soutien personnel aux habitants de la ville, en particulier aux communautés directement touchées par l'incident. La présence et l'engagement continus d'un maire peuvent contribuer à rassurer les gens, en plus des avantages directs que peut apporter son engagement en faveur de la guérison. Voici quelques conseils aux maires pour les aider à soutenir leurs communautés dans l'immédiat et à moyen terme après une attaque motivée par la haine ou l'extrémisme.

Maintenez la confiance et la crédibilité parmi les résidents en faisant preuve d'empathie, de compétence, d'expertise, d'honnêteté, d'ouverture et d'engagement. Poursuivez votre travail sur le terrain, en vous engageant face à face avec les communautés touchées. Pendant ces engagements permanents, n'oubliez pas de ne promettre que ce que vous pouvez tenir, de souligner les efforts et les résultats, de réfuter succinctement les allégations et de gérer la colère et l'hostilité du public en les reconnaissant et en apportant des réponses réfléchies, avec assurance et conformément aux messages importants positifs établis.

À la suite de l'attentat à la bombe de 2017 au **Manchester Arena à Manchester**, au Royaume-Uni, le maire Andy Burnham a commandé un examen de la réponse de la ville. L'examen a montré que les visites personnelles du maire aux survivants et aux familles endeuillées, ainsi que son leadership civique fort, avaient permis de rassurer la communauté et de renforcer sa confiance, tout en soulignant l'engagement de la ville à mettre en place une réponse unie « les familles d'abord ». L'étude a également montré que les survivants de l'attentat, qui n'ont pas été blessés mais qui ont tout de même été traumatisés, devaient être pris en compte et que ces efforts devaient être poursuivis à long terme.

Prévoir le long terme en utilisant l'élan de solidarité sociale des premiers jours pour jeter les bases d'un soutien professionnel dont les survivants pourraient avoir besoin à l'avenir. Les besoins des survivants évolueront au fil du temps et doivent être suivis et reconnus en permanence par le biais de mécanismes tels que des réunions publiques annuelles et des journées portes ouvertes présidées par le maire, des groupes de soutien professionnel et des groupes de travail. Cela offre des possibilités permanentes de leadership direct de la part du maire et permet un sentiment de responsabilité partagée, l'élaboration de solutions communautaires, la possibilité de résoudre les problèmes et de réintroduire les ressources et les stratégies existantes pour combler au mieux les lacunes.



Strong Cities
Network



Entretien 2 avec Nancy Rotering, maire de Highland Park, États-Unis

Renforcez la solidarité et la reconnaissance, en particulier dans les jours qui suivent l'attaque lorsque les secours sont mobilisés et que les survivants et leurs proches ont besoin d'être rassurés sur le fait qu'ils seront pris en charge, écoutés et soutenus. Exprimez votre inquiétude, posez des questions, soyez attentif aux idées des survivants et rappelez-leur que de l'aide est disponible et que les problèmes peuvent être résolus. Il est utile de connaître les étapes du deuil et du traumatisme qu'ils peuvent traverser pendant cette période. Les déclarations officielles, les apparitions et les engagements directs continus devraient favoriser l'espoir, la cohésion sociale et la compréhension des différents besoins des personnes endeuillées, blessées physiquement ou ayant subi des traumatismes émotionnels ou psychologiques.

Établissez des partenariats avec ceux qui jouissent déjà d'une confiance et d'une crédibilité sur le terrain et qui peuvent être des points d'entrée pour l'engagement de la communauté. Il peut s'agir de CSO, de médias locaux, d'entreprises privées, de responsables locaux et d'autres villes ayant connu des événements similaires.

Ils peuvent veiller à ce que les messages soient transmis de manière appropriée aux groupes clés par le biais des canaux adaptés, fournir une « prise de température » sur la manière dont certaines communautés réagissent à un attentat et servir de prestataires de services essentiels à court et à long terme.

Fournissez les ressources adéquates par le biais d'un centre d'information en ligne ou d'un guichet unique avec un bureau qui s'occupe des survivants et des intervenants de première ligne (par exemple, les professionnels de la santé, de l'éducation, de la sécurité et de l'aide) et un groupe d'organisations disposant de l'expertise nécessaire qui peuvent être mobilisées en fonction des besoins. Celles-ci doivent inclure un soutien en matière de santé mentale, tel que des lignes d'assistance confidentielles, des services de chat en direct et des cliniques thérapeutiques locales. Des actions de sensibilisation et de coordination devraient également être menées autour des fonds caritatifs, de l'aide sociale publique et des services d'aide sociale destinés aux soignants, aux personnes handicapées et aux groupes vulnérables, notamment les enfants, les jeunes, les minorités, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les ressortissants étrangers.

Protégez les communautés contre

d'éventuelles réactions négatives. Certaines communautés seront plus vulnérables que d'autres à la suite d'un attentat. Par exemple, il a été démontré que les crimes de haine anti-musulmans augmentent souvent de façon spectaculaire à la suite d'attaques terroristes islamistes. Les maires devraient collaborer avec les forces de l'ordre pour comprendre et se préparer à ces risques contre les communautés cibles potentielles en incluant les plans d'urgence dans leurs priorités d'intervention.

Ces plans doivent tenir compte de la meilleure façon d'assurer la sécurité physique des groupes vulnérables et de prévenir les sentiments de représailles parmi les citoyens. Un maire peut soutenir cette démarche en déclarant clairement qu'il soutient les communautés de la ville et que l'auteur ne représente pas les personnes qui vivent paisiblement dans la ville.



À la suite d'une attaque meurtrière au couteau survenue en 2021 à **Würzburg, en Allemagne**, le maire Christian Schuchardt s'est exprimé lors d'une commémoration en l'honneur des victimes. L'attentat a été perpétré par un jeune Somalien à un moment où l'Europe connaissait une tension généralisée à l'égard des réfugiés. Anticipant une éventuelle réaction contre la communauté somalienne de la ville, le maire a insisté sur le fait que « les crimes des individus ne devraient jamais être attribués ou étendus à des groupes ethniques, des religions ou des nationalités » et a demandé à ce que les réfugiés somaliens ne soient pas blâmés.

Le gouverneur de **Bavière**, Markus Soeder, s'est joint à cet appel, soulignant que « nous ne devons jamais répondre à un tel acte de haine par de la haine ou de la vengeance ». Après avoir noté que les conversations en ligne avaient mis en évidence l'origine immigrée de l'auteur, le gouverneur a demandé aux habitants de la ville « mais des personnes issues de l'immigration n'ont-elles pas également aidé dans la même situation ? ».

Conclusion

Chaque maire a un rôle à jouer dans la prévention et la réponse aux crises. Qu'il s'agisse d'un centre urbain ou d'un village rural, qu'il ait été confronté directement à la haine ou à l'extrémisme ou qu'il n'en ait pas encore fait l'expérience, qu'il ait un mandat explicite ou pas du tout, un maire doit réfléchir à la manière d'intégrer la prévention et la réponse dans les priorités de son administration afin d'améliorer la résilience de sa ville face à la haine et à l'extrémisme et sa préparation en cas de violence.

Lorsqu'un maire entre en fonction pour la première fois ou commence à donner la priorité à la prévention, il doit se poser plusieurs questions pour mener à bien l'élaboration de l'approche stratégique de sa ville :

- Quel est mon mandat en tant que responsable local ? Comment puis-je travailler dans le cadre de ce mandat pour renforcer la résilience de ma ville face à la haine et à l'extrémisme et améliorer sa préparation aux attaques violentes ?
- Quelles sont les limites de ma compréhension des menaces liées à la haine et à l'extrémisme auxquelles ma ville est confrontée ? Comment puis-je améliorer ma compréhension - et celle des autres membres de l'administration - de ces menaces et de la capacité de la ville à y faire face ?
- Quel rôle puis-je jouer dans la définition des priorités et l'élaboration des stratégies ?
- Ma ville tirera-t-elle le meilleur parti d'un cadre spécifique et autonome pour lutter contre l'extrémisme et les menaces liées à la haine, ou devrais-je adopter une approche plus intégrée ?
- Quelles sont les parties prenantes susceptibles de soutenir les objectifs

de prévention et de réponse de l'autorité locale ? De quoi ont-elles besoin pour jouer leur rôle efficacement ?

- Comment puis-je établir des relations de confiance avec les parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration afin de garantir une approche harmonieuse et coordonnée de la prévention et de la réponse ?

La prévention ne se fait pas d'une seule manière et les maires peuvent jouer un rôle central dans la détermination de l'approche qui conviendra le mieux à leur ville. Dans tous les cas, le maire doit étudier les possibilités d'adopter une approche englobante de la société qui s'appuie sur les avantages des différentes parties prenantes de la ville.

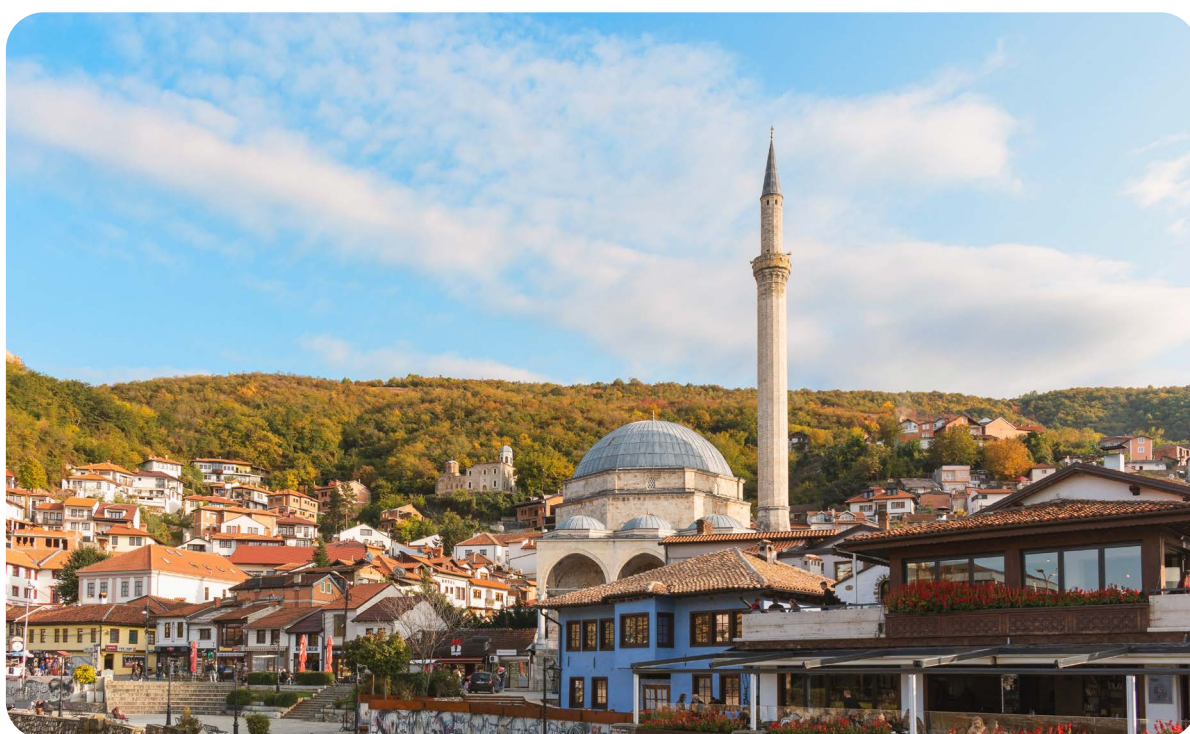
En règle générale, le rôle le plus important qu'un maire puisse jouer dans la lutte contre la haine et l'extrémisme est la **prévention primaire**, c'est-à-dire la mise en œuvre d'actions, de politiques et de programmes qui rendent une ville et ses habitants, qu'ils soient de longue date ou nouvellement arrivés, plus résilients et plus solidaires. Il peut s'agir d'une série d'activités visant à :

- Développer et promouvoir une identité urbaine inclusive.
- Communiquer de manière stratégique et cohérente pour lutter contre la haine et l'extrémisme, notamment en exposant de manière claire et cohérente vos positions et celles de votre administration.
- Impliquer directement les acteurs de la communauté dans la prévention afin qu'ils puissent mener des activités participatives qui renforcent l'appropriation de la résilience à l'échelle de la ville.
- Renforcer les capacités des principaux acteurs de la prévention.

Un maire est particulièrement bien placé pour comprendre les menaces qui pèsent sur sa ville et coordonner une réponse adaptée aux besoins individuels des différentes communautés. Chaque ville est différente et chaque maire devra adopter une approche personnalisée pour servir efficacement ses citoyens. Toutefois, ceux-ci ne doivent pas être isolés. Les maires du monde entier sont confrontés à des défis similaires et peuvent tirer profit de leurs expériences respectives et se renforcer mutuellement. Ce guide est un simple point de départ permettant aux maires de s'inspirer de l'expérience d'autres maires ; nous vous encourageons à aller au-delà de cette ressource et à vous mettre en contact avec d'autres responsables locaux.

Ce Guide vise à soutenir les responsables des autorités locales et les praticiens pour mettre en œuvre cette coopération et construire des terrains communs. Il s'accompagne d'un **Guide pour les villes** et d'une **Boîte à outils pour la réponse**, ainsi que d'une **Boîte à outils pour la mise en œuvre de la NLC** développée en collaboration avec le GCTF. Ces outils apportent un soutien à d'autres acteurs clés au niveau local pour appréhender la haine, l'extrémisme et la polarisation.

Ce Guide, comme tous les autres outils de Strong Cities, sera disponible sur [le Centre de ressources de Strong Cities](#). Ce Guide est un document vivant, ajouté et mis à jour en fonction des échanges de Strong Cities avec les maires et les villes. C'est aussi un point de départ pour les responsables locaux sur les multiples manières dont les villes ont développé et mis en œuvre des approches de prévention. Ce guide offre aussi un aperçu de la façon dont Strong Cities et les autres partenaires peuvent soutenir les dirigeants locaux, et dont de futures formations, apprentissages et autres projets peuvent se centrer sur les besoins particuliers identifiés par les maires et autres responsables locaux dans leur travail de prévention et de réponse. En ce sens, il contribue à l'effort permanent de Strong Cities pour bâtir une communauté de pratiques entre dirigeants locaux au-delà des frontières nationales et régionales et transcendant les différences de contextes et de ressources, avec l'objectif simple de partager les expériences et les bonnes pratiques, pour libérer le potentiel de prévention des villes.



Annexe

Villes Participantes

Ville d'Addu	Maldives
Ajloun	Jordanie
Akkar Atika	Liban
Ville d'Al-Ramadi, gouvernorat d'Al-Anbar	Irak
Alexandrie	États-Unis
Alqosh	Irak
Amman	Jordanie
Arsal	Liban
Arusha	Tanzanie
Aurora, Colorado	États-Unis
Banja Luka	Bosnie-et-Herzégovine
Basra	Irak
Blantyre	Malawi
Budavár	Hongrie
Bulawayo	Zimbabwe

Le Cap	Afrique du Sud
Columbo	Sri Lanka
Columbus, Ohio	États-Unis
Commune Mukaza en mairie de Bujumbura	Burundi
Dabrowa Gornicza	Pologne
Danilovgrad	Monténégro
Dayton, Ohio	États-Unis
Delhi	Inde
Municipalité de Dhamrai, Dhaka	Bangladesh
Durban	Afrique du Sud
Edmonton, Alberta	Canada
Elbasan	Albanie
Francistown	Botswana
Gostivar	Macédoine du Nord
Hani i Elezit	Kosovo
Helsinki	Finlande
Highland Park, Illinois	États-Unis




Houston, Texas	États-Unis
Municipalité de Junik	République du Kosovo
Kampala	Ouganda
Karak	Jordanie
Koboko	Ouganda
Kumanovo	Macédoine du Nord
Los Angeles, Californie	États-Unis
Londres	Royaume-Uni
Mardan	Pakistan
Masaka	Ouganda
Mechelen	Belgique
Mossoul, gouvernorat de Ninive	Irak
Mukaza	Burundi
Ville portuaire de Nacala	Mozambique
Narayanganj	Bangladesh
Municipalité de Nebbi	Ouganda
Ville de New York, New York	États-Unis

Novi Pazar	Serbie
Nowshera	Pakistan
Oslo	Norvège
Podgorica	Monténégro
Poznan	Pologne
Prishtina	Kosovo
Rabat	Maroc
Ramadi	Irak
Sarajevo	Bosnie-Herzégovine
Seattle, Washington	États-Unis
Shimla	Inde
Municipalité de Singra	Bangladesh
Sousse	Tunisie
Sremska Mitrovica	Serbie
Stamford, Connecticut	États-Unis
Stockholm	Suède
Strasbourg	France

Tangail	Bangladesh
Tetovo	Macédoine du Nord
Toba Tek Singh	Pakistan
Trans Nzoia	Kenya
Tripoli	Liban
Vilvoorde	Belgique
Conseil municipal de Zomba	Malawi

Strong Cities Network

info@strongcitiesnetwork.org
strongcitiesnetwork.org

 [Strong_Cities](#)
 [Strong Cities](#)
 [Strong Cities](#)